



Conseil Municipal du

25 janvier 2018

Notes de synthèse
&
Projets de délibérations

NOTES DE SYNTHÈSE DES PROJETS DE DELIBERATIONS

▪ **Objet** : réunion du conseil
municipal du 25 janvier
2018

Le 18 janvier 2018

▪ **A destination de** :
Mesdames et Messieurs
les membres du conseil
municipal

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL du 25 janvier 2018
--

Note de synthèse N° **1** CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DGS – Service Finances Débat d'orientations budgétaires pour l'année 2018 – Budget principal de la Ville

En vertu de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales, la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants, et ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit dans son article 107 de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

La Ville de Sassenage, commune de 11 895 habitants (population totale légale au 1^{er} janvier 2018, INSEE) est soumise à une obligation de présentation par le Maire au Conseil Municipal d'un rapport sur les orientations budgétaires.

Le rapport d'orientations budgétaires ci-après est adressé aux membres du Conseil Municipal pour le DOB (Débat d'Orientations Budgétaires). Il doit notamment comporter une présentation de la structure, de l'évolution des dépenses et des recettes, des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, avantages en nature et du temps de travail), une information sur la structure et la gestion de la dette et les engagements pluriannuels.

1^{ère} partie : Le contexte global

A - Bilan et perspectives économiques 2018

La loi de finances 2018 est le premier budget de la législature et du quinquennat, et aussi la première annuité du projet de loi de programmation des finances publiques 2018 à 2022. Il s'inscrit dans un contexte d'amélioration de la situation économique française, avec une prévision de croissance de 1,7 % en 2018.

Pour 2018, la trajectoire de réduction du déficit public reste en dessous des 3%. Pour autant la contribution au redressement des finances publiques, prélevée sur les dotations des collectivités locales chaque année depuis 2015, n'est pas reconduite.

Selon les prévisions de l'INSEE, l'inflation attendue pour 2018 se situe entre 1 et 1.1%. Elle a été de 1% sur l'année 2017.

B – La Loi de finances 2018 et les mesures intéressant les collectivités locales

Pour 2018, les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales sont évalués à 40 326 598 000 € (contre 44 374 340 000 € en 2017), dont :

- * 27 050 322 000 euros au titre de la dotation globale de fonctionnement ;
- * 5 612 000 000 euros au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée ;
- * 2 018 572 000 euros au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.

La loi de finances 2018 comporte de nombreuses dispositions ayant un impact sur les collectivités.

➤ Le dégrèvement de la taxe d'habitation

Il est instauré à compter de 2018 un nouveau dégrèvement s'ajoutant aux exonérations existantes, qui vise à dispenser de TH sur la résidence principale environ 80% des foyers d'ici 2020. Le mécanisme est progressif et soumis à des conditions de ressources. L'Etat prendra en charge ces dégrèvements dans la limite des taux et des abattements en vigueur en 2017.

➤ La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) :

Le montant de la DGF est fixé à 27.05 milliards d'euros en 2018 contre 30.86 milliards en 2017. Cette diminution ne provient pas d'une nouvelle tranche de contribution au redressement des finances publiques mais du transfert aux régions d'une fraction de TVA en lieu et place de leur DGF. Cette diminution ne devrait donc pas impacter cette année le bloc communal.

➤ Mise en place d'une dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Le soutien à l'investissement du bloc communal mis en place de manière exceptionnelle en 2016 puis à nouveau en 2017 prend désormais la forme d'une dotation à part entière dénommée dotation de soutien à l'investissement local, d'un montant de 655 millions d'euros.

➤ Automatisation du FCTVA

L'automatisation du FCTVA se fera à compter du 1^{er} janvier 2019.

➤ Maintien du FPIC

Le Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) est maintenu à 1 milliard d'euros comme en 2016 et 2017.

➤ **Instauration du jour de carence dans la fonction publique**

Le jour de carence est rétabli dans les 3 fonctions publiques.

➤ **Dotation pour les titres sécurisés**

Instaurée en 2008 pour aider les communes qui délivrent les passeports et les CNI désormais, elle sera majorée pour les communes enregistrant le plus de dossiers.

➤ ***Hausse de la CSG compensée et suite du Protocole d'accord PPCR (parcours professionnels carrières et rémunérations)***

Bien que différé dans sa mise en œuvre pour certains cadres d'emploi, le PPCR s'applique désormais pour les catégories B et C, et il y aura donc un impact qui se poursuit sur les dépenses de personnel.

La hausse de la CSG de 1,7 point sera compensée pour les fonctionnaires par la création d'une indemnité compensatrice. Les employeurs territoriaux bénéficieront d'une compensation du coût de cette indemnité par une baisse du taux de la cotisation employeur maladie des agents affiliés à la CNRACL.

C. Le contexte métropolitain

En 2017, la Métropole a finalisé l'intégration des compétences Ouvrages d'art et Sentiers. La CLECT a rendu son rapport pour l'intégration de la compétence GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) au 1^{er} janvier 2018. La Métropole a délibéré en septembre 2017 pour instaurer une taxe GEMAPI à compter de 2018, dont le produit a été fixé à 2,5 millions d'euros pour 2018.

On peut noter que si le schéma de mutualisation a bien été réalisé en 2017, le transfert des zones d'activités annoncé pour septembre 2017 a été différé.

De la même manière le Pacte Fiscal et Financier n'a pas pu voir le jour comme cela était prévu.

Reste du coup en suspens les conditions de répartition de la taxe d'aménagement, la proposition métropolitaine étant actuellement la suivante : 90% (Metro) /10% (commune).

Une revoyure des conditions de transfert de la compétence voirie est peut-être possible. Alors que la CLECT de 2015 semblait avoir stabilisé le débat, la délibération cadre sur le sujet de la voirie, prise au printemps 2017 par la Métropole, a perturbé les communes. Celles-ci se voient en effet devoir assumer des fonds de concours importants non seulement pour l'embellissement des voiries mais aussi en cas de création de voiries nouvelles.

Ces discussions vont vraisemblablement se poursuivre en 2018.

A noter également que la Métropole n'a toujours pas annoncé son programme de travaux de voirie au titre du GER (gros entretien renouvellement) notamment pour l'année 2018 à l'heure où nous préparons notre débat d'orientations. Ceci est fort handicapant dans le cadre de notre préparation budgétaire au regard de ce qui vient d'être dit sur les fonds de concours.

Enfin la partie « solidarité » du pacte fiscal est pour l'instant mise de côté.

Depuis 2017 à noter la mise en place d'une AC (attribution de compensation) d'investissement qui désormais s'applique aux communes, notamment pour les compétences Voirie et GEMAPI.

Une nouvelle redevance a été instaurée en 2017 et s'appliquera pour la 1ère fois sur une année pleine en 2018, qui impacte le budget communal : la Redevance spéciale pour les déchets des administrations.

D. Le contexte communal

➤ Une commune dynamique avec un fort taux d'équipement

Sassenage a toujours été une commune dynamique, démographiquement, économiquement et sur le plan associatif. C'est notamment grâce au dynamisme de son territoire qu'elle développe depuis des années des équipements et des services qui correspondent plus à une commune de la strate 15 -20 000 habitants. On peut notamment noter la présence d'une médiathèque, d'une piscine, d'un théâtre de 350 places, de 2 crèches, de nombreux équipements sportifs comme le stade Vieux Melchior, la halle J. Longo, un terrain synthétique, mais également un conservatoire à rayonnement communal avec plus de 300 élèves, sans compter les nombreuses salles municipales mises à disposition de nombreuses associations.

En termes d'emplois, rappelons ici que Sassenage compte 823 établissements employeurs (dont 600 entreprises), ce qui représente 5000 emplois.

En termes associatifs, Sassenage compte près de 100 associations.

Ce dynamisme se nourrit notamment de l'arrivée et du renouvellement de la population de la commune, induit par la construction d'habitations sur notre territoire communal, et du développement possible de l'activité économique. Jusque dans les années 2014/2015, la commune a connu une moyenne de constructions de plus de 100 logements par an.

Ce rythme soutenu et régulier a permis de développer de nombreux services et a contribué à faire de Sassenage une commune bien dotée en équipements publics.

➤ Un développement freiné

Depuis 2015, la commune fait face à de nombreuses difficultés du fait de la doctrine des services de l'Etat, en lien notamment avec les risques naturels rendant **inconstructible** une partie de son territoire.

Des dossiers ont pris du retard, la commune ayant dû produire des contre-expertises pour définir le périmètre des risques au pied de la falaise. D'autres ont carrément été stoppés par le risque inondation dans la plaine.

La commune étant **pénalisée au titre de la loi SRU**, par manque de logements sociaux, elle se doit de construire de tels logements... mais si les terrains disponibles sont inconstructibles, elle ne pourra jamais atteindre le ratio imposé. Pour mémoire le montant de la pénalité s'est élevé à 187 000 € en 2017.

La commune doit faire face à une double voire une triple peine : elle ne peut plus construire : les recettes fiscales ne rentrent pas ; elle ne peut plus construire de logements sociaux : elle doit payer la pénalité SRU et enfin les entreprises ne pourront plus ni s'installer ni se développer...

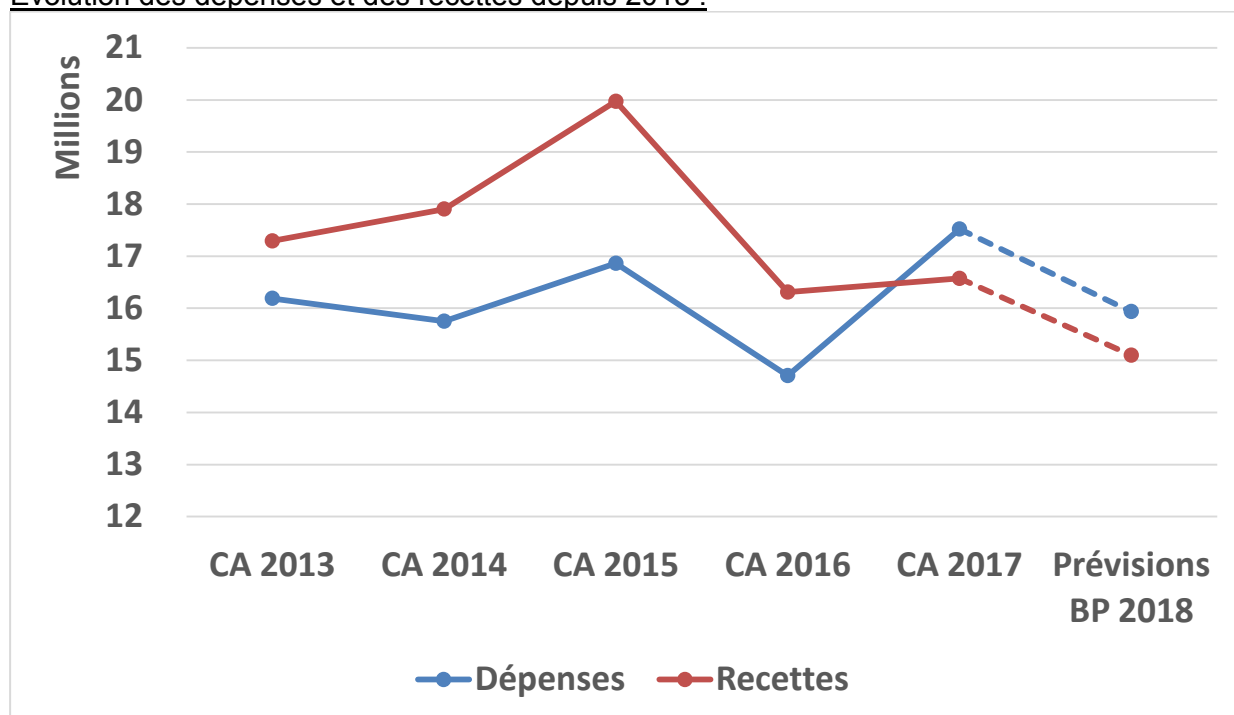
L'année 2017 a été majoritairement consacrée à démontrer à l'Etat et à la Métropole que notre commune était dans la situation où plus de 50% de son territoire urbanisé était touché par une inconstructibilité liée aux risques naturels, et devait donc être exemptée de la pénalité SRU.

Début 2018, l'Etat va publier les cartes liées au PPRI Drac qui devraient donc figer et officialiser les zones à risques et donc en définir la constructibilité. C'est un sujet à très fort enjeu pour la commune, qui se voit fortement pénalisée dans son développement actuel et futur.

On peut noter que le manque à gagner en fiscalité sur la période 2015-2020 lié aux retards et aux impossibilités de voir sortir les projets est de plus de 1 700 000 € auxquels s'ajoutent plus de 680 000 € de taxe d'aménagement non perçue.

C'est un obstacle financier majeur pour la commune qui se produit simultanément avec **la baisse drastique de la DGF** (- 930 000 € en 4 ans pour Sassenage).

Evolution des dépenses et des recettes depuis 2013 :



Les évolutions majeures :

En 2015, l'important niveau de recettes provient de la vente de logements ainsi que de la provision perçue pour la gendarmerie.

En 2016, les recettes diminuent fortement (Dotation de l'Etat et attribution de compensation de la métropole). Les dépenses sont également en nette diminution suite au transfert de compétences.

En 2017, les recettes sont stables et les dépenses augmentent. En effet, la provision perçue pour la gendarmerie a dû être restituée.

En 2018, à ce jour, les prévisions sont prudentes, en intégrant non seulement le remboursement des intérêts des emprunts Dexia-SFIL mais également les éventuelles pénalités qui pourraient nous être appliquées.

➤ D'autres changements à prévoir en 2018

Concernant les changements à prévoir en cours d'année 2018, outre les évolutions réglementaires, on peut envisager le retour à la semaine de 4 jours qui engendrera la fin des TAP (temps d'activité périscolaire) et une réorganisation dans les écoles.

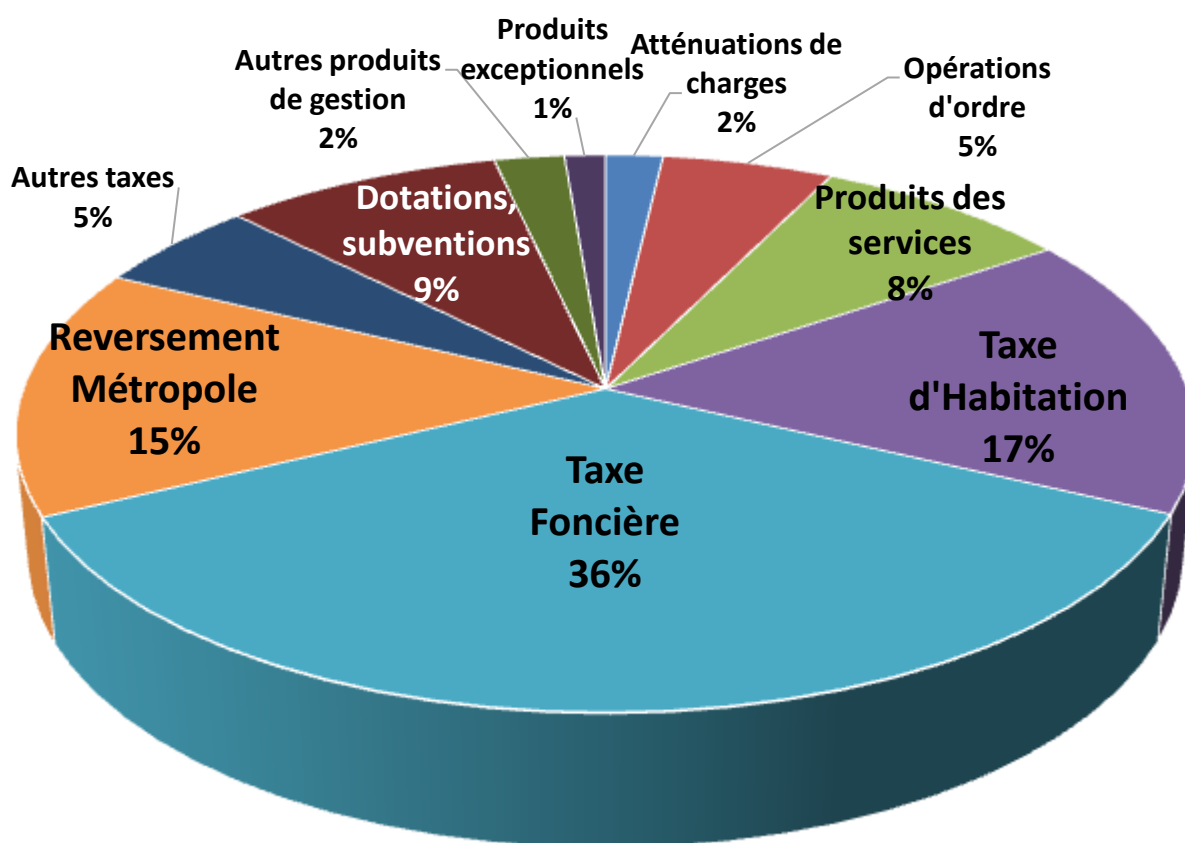
2^{ème} Partie : Tendances budgétaires et orientations politiques de la Ville de Sassenage

A. Les orientations du budget de fonctionnement

1- Les recettes de fonctionnement

1.1 Retour sur 2017

Les recettes globales de 2017 devraient être d'un montant de **16 571 097 €** (chiffres provisoires dans l'attente du vote du CA), réparties comme suit:



L'évolution des recettes réelles de fonctionnement entre 2016 et 2017 est de + 1%

1.2 Les évolutions probables sur le budget 2018

1.2.1 – La fiscalité

➤ La fiscalité directe (Taxe d'habitation, Taxe sur le Foncier Bâti et Non Bâti) :

Pour mémoire les taux actuels sur la commune sont les suivants :

TH (Taxe d'Habitation) : 16.20%

TFB (Taxe sur le Foncier Bâti) : 35.77%

TFNB (Taxe sur le Foncier Non Bâti) : 68.61%

Les taux sont à ce niveau depuis 2005 pour la TFB et depuis 2008 pour la TH et la TFNB. La fiscalité demeure la recette principale (8 637 037 € pour les 3 taxes) et la seule recette dynamique de la collectivité.

Pour 2018, l'augmentation prévisionnelle des bases est de 0.4% en 2018.

S'appliquera en outre la suppression de l'abattement général, et la réforme de la TH. On estime que 73% des contribuables sassenageois seront impactés par le dégrèvement (30% du montant de la TH en 2018).

➤ **La fiscalité reversée par la Métropole**

En 2018, il n'y aura pas d'évolution majeure concernant le versement de l'Attribution de Compensation (AC). Même si des ajustements des charges transférées en matière de voirie et d'ouvrage d'art restent possibles en 2018.

La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) devrait, quant à elle, rester constante.

➤ **Les autres taxes** (taxe sur l'électricité, les pylônes, droits de mutation)

Les prévisions du budget 2018 sont équivalentes au budget 2017.

1.2.2 – Les tarifs

Hormis des ajustements mineurs, les tarifs des services resteront stables en 2018. Une réflexion sera conduite sur le périscolaire compte-tenu de retour de la semaine de 4 jours.

1.2.3 – Les dotations et subventions

➤ **Les dotations et subventions en diminution :**

Avec le retour à la semaine de 4 jours dans les écoles, le fonds de soutien de l'Etat pour les activités périscolaires ne sera plus versé à partir de septembre.

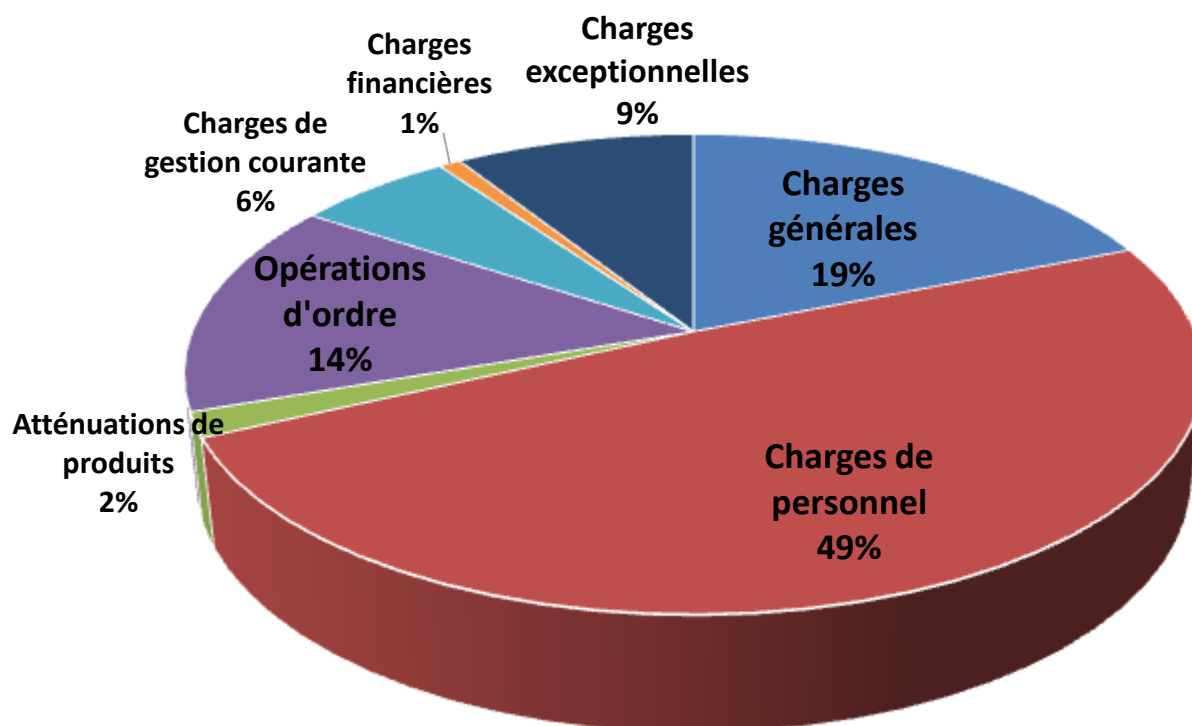
➤ **Les dotations et subventions stables :**

- Dotation de l'Etat : le montant de la dotation globale de fonctionnement devrait être équivalent à 2017.
- Participation maintenue de la CAF pour les centres de loisirs, la crèche et le RAM.

2- Les dépenses de fonctionnement

2.1. Retour sur 2017

Les dépenses globales de 2017 devraient être d'un montant de **17 520 257 € (chiffres provisoires dans l'attente du vote du CA)**, réparties comme suit :



L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2016 et 2017 est de + 14,23%. Cette augmentation est due à des charges exceptionnelles très élevées en 2017 correspondant au remboursement de la provision « gendarmerie ». Sans ces charges, l'augmentation est de 2%. Cette situation impacte fortement le résultat 2017.

2.2 Les évolutions probables sur le budget 2018

2.2.1 – Les charges à caractère général

L'objectif à atteindre en 2018 est de diminuer les charges à caractère général de 10%. Cet objectif sera atteint grâce à une gestion rigoureuse et à un effort des services. Une analyse rigoureuse de chaque dépense au regard du niveau de service rendu notamment, dans un souci d'intérêt général, est actuellement menée pour atteindre une réduction budgétaire d'environ 375 000 €.

2.2.2 – Le personnel

Les charges de personnel représentent la dépense majeure de la collectivité.

➤ La structure des effectifs au 31/12/2017

Les effectifs au 1^{er} janvier 2018 sont de 208,79 Equivalents Temps Plein (207,35 au 1^{er} janvier 2017).

<i>GRADES OU EMPLOIS</i>	<i>CATEGORIE</i>	<i>EFFECTIF BUDGETAIRE</i>	<i>EFFECTIF REEL</i>
SECTEUR ADMINISTRATIF			
Directeur général des services	A	1	1
Attaché principal	A	1	0
Attaché	A	10	9
Rédacteur principal 1°cl	B	6	6
Rédacteur principal 2°cl	B	3	3
Rédacteur	B	3	3
Adjoint Administratif principal de 1°cl	C	6	6
Adjoint Administratif principal de 2°cl	C	20	18
Adjoint Administratif	C	8	8
<u>TOTAL</u>		58	54
SECTEUR TECHNIQUE			
Ingénieur principal	A	2	2
Ingénieur	A	1	1
Technicien principal 1°cl	B	1	1
Technicien	B	2	2
Agent de Maîtrise principal	C	3	3
Agent de Maîtrise	C	3	3
Adjoint technique principal de 1° cl	C	17	17
Adjoint technique principal de 2° cl	C	27	27
Adjoint technique	C	50	48
<u>TOTAL</u>		106	104
SECTEUR SOCIAL			
EJE principal	B	3	3
EJE	B	1	1
ATSEM principal 1°cl	C	4	4
ATSEM principal 2°cl	C	2	2
Agent social	C	1	1
<u>TOTAL</u>		11	11
SECTEUR MÉDICO-SOCIAL			
Puéricultrice de classe supérieur	A	1	1
Auxiliaire de puériculture principal 1°cl	C	4	3
Auxiliaire de puériculture principal 2°cl	C	10	10
<u>TOTAL</u>		15	14
SECTEUR SPORTIF			
ETAPS principal 1°cl	B	4	4
ETAPS	B	3	2
<u>TOTAL</u>		7	6
SECTEUR CULTUREL			
Assistant d'enseignement artistique principal 1°cl	B	15	14

Assistant d'enseignement artistique principal 2°cl	B	1	1
Assistant d'enseignement artistique	B	7	7
Assistant de conservation principal 1°cl	B	1	1
Assistant de conservation principal 2°cl	B	1	1
Adjoint du patrimoine principal 2°cl	C	2	2
Adjoint du patrimoine de 2° cl	C	1	1
<u>TOTAL</u>		28	27
SECTEUR ANIMATION			
Animateur	B	1	1
Adjoint d'animation principal 2°cl	C	5	5
Adjoint d'animation 2°cl	C	4	2
<u>TOTAL</u>		10	8
POLICE MUNICIPALE			
Chef de service de police municipale	B	1	0
Chef de police municipale	C	1	1
Brigadier-chef principal	C	5	5
<u>TOTAL</u>		7	6
<u>TOTAL GENERAL</u>		242	230

➤ L'évolution prévisionnelle des effectifs en 2018

<i>GRADES OU EMPLOIS</i>	CATEGORIE	EFFECTIF BUDGETAIRE	EFFECTIF REEL
SECTEUR ADMINISTRATIF			
Directeur général des services	A	1	1
Attaché	A	9	9
Rédacteur principal 1°cl	B	5	5
Rédacteur principal 2°cl	B	3	3
Rédacteur	B	3	3
Adjoint Administratif principal de 1°cl	C	6	6
Adjoint Administratif principal de 2°cl	C	17	17
Adjoint Administratif	C	8	8
<u>TOTAL</u>		52	52
SECTEUR TECHNIQUE			
Ingénieur principal	A	2	2
Ingénieur	A	1	1
Technicien principal 1°cl	B	0	0
Technicien	B	2	2
Agent de Maîtrise principal	C	3	3
Agent de Maîtrise	C	2	2

Adjoint technique principal de 1° cl	C	17	17
Adjoint technique principal de 2° cl	C	27	27
Adjoint technique	C	50	50
<u>TOTAL</u>		104	104
SECTEUR SOCIAL			
EJE principal	B	3	3
EJE	B	1	1
ATSEM principal 1°cl	C	4	4
ATSEM principal 2°cl	C	2	2
Agent social	C	1	1
<u>TOTAL</u>		11	11
SECTEUR MÉDICO-SOCIAL			
Puéricultrice de classe supérieur	A	1	1
Auxiliaire de puériculture principal 1°cl	C	3	3
Auxiliaire de puériculture principal 2°cl	C	10	10
<u>TOTAL</u>		14	14
SECTEUR SPORTIF			
ETAPS principal 1°cl	B	4	4
ETAPS	B	2	2
<u>TOTAL</u>		6	6
SECTEUR CULTUREL			
Assistant d'enseignement artistique principal 1°cl	B	14	14
Assistant d'enseignement artistique principal 2°cl	B	1	1
Assistant d'enseignement artistique	B	7	7
Assistant de conservation principal 1°cl	B	1	1
Assistant de conservation principal 2°cl	B	1	1
Adjoint du patrimoine principal 2°cl	C	2	2
Adjoint du patrimoine de 2° cl	C	1	1
<u>TOTAL</u>		27	27
SECTEUR ANIMATION			
Animateur	B	1	1
Adjoint d'animation principal 2°cl	C	5	5
Adjoint d'animation 2°cl	C	4	2
<u>TOTAL</u>		10	8
POLICE MUNICIPALE			
Chef de service de police municipale	B	1	0
Chef de police municipale	C	1	1
Brigadier-chef principal	C	5	5
<u>TOTAL</u>		7	6
<u>TOTAL GENERAL</u>		231	228

➤ **Départs en retraite prévisible en 2018 : 4**

En termes d'effectifs, on constatera en 2018 une **stabilité**.

4 départs en retraite sont prévus pour le moment. Le remplacement des agents ne sera pas systématique mais en fonction des services.

Des ajustements, des réorganisations seront menées, notamment dans les écoles avec le retour de la semaine à 4 jours.

Aucune création de nouveau poste n'est envisagée pour 2018.

Les remplacements d'agents absents ne seront faits que lorsque cela s'avèrera indispensable (encadrement d'enfants, niveau de service au public à garantir).

➤ **Les frais de personnel**

Les dépenses de 2017 :

A l'exception des cotisations patronales, ces montants incluent les cotisations salariales.

- Traitement indiciaire : 4 429 104,02 € (dont 599 025,40 € pour le personnel non titulaire)
- Nouvelle bonification indiciaire : 50 227,92 €
- Supplément familial de traitement : 64 267,36 €
- Autres indemnités (Régime indemnitaire, astreintes, primes) : 887 430,76 €
- Heures supplémentaires : 31 847,96 €
- Les cotisations patronales : 3 148 027,29 € (dont médecine du travail et chèques déjeuner)

Les dépenses de personnel devraient évoluer de 2% entre les budgets 2017 et 2018.

Malgré une diminution des effectifs, on note une augmentation des charges de personnel :

- Evolutions réglementaires : impact du PPCR, hausse de la CSG (cf. 1^{ère} partie du rapport)
- Avancement d'échelons 2018

➤ **Les chantiers de la collectivité en 2018 :**

- Refonte du règlement intérieur sur le temps de travail et la formation
- Mise à jour du document unique avec le centre de gestion et les assistants de prévention

➤ **La durée effective du travail**

Comme le prévoit le règlement intérieur du temps de travail adopté lors du CTP du 14 octobre 2010, la durée effective du travail est basée sur un cycle de travail de 35 heures par semaine ou 1 607 heures par an pour les agents annualisés (secteur scolaire ou touristique : cuves) et ce hors heures supplémentaires.

Un emploi du temps fixe de référence sur l'année est formalisé par écrit pour chaque agent après validation de la hiérarchie qui vérifie son adéquation au regard de l'amplitude d'ouverture des services, des besoins de fonctionnement des services et de l'ensemble des missions de l'équipe.

En application de la réglementation en vigueur, la durée hebdomadaire de travail effectif (heures supplémentaires comprises) n'excède pas :

- 48 heures,
- et 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

La durée quotidienne de travail n'excède pas 10 heures.

Le repos minimum quotidien n'est pas inférieur à 11 heures.

L'amplitude maximale de la journée de travail est de 12 heures.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans qu'un agent bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

2.3 – Les subventions versées

➤ La politique sociale :

En 2018, malgré les contraintes financières, la commune poursuivra sa politique sociale qui se traduit par le soutien apporté au CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) : environ 508 000 €, montant de subvention maintenu au niveau de 2017.

➤ La vie associative et sportive :

La commune de Sassenage apporte un soutien important au monde associatif, qui se traduit par des subventions financières, mais également par des mises à disposition de locaux.

Pour mémoire, le montant total des subventions versées en 2017 est de 189 445 € dont :

- 97 065 € pour les associations socioculturelles
- 92 380 € pour les associations sportives

➤ Les autres subventions :

- 84 956 € pour le fonctionnement du Jardin de Mélusine, subvention versée à la société Crèche Attitude dans le cadre d'une délégation de service public
- 50 234 € pour l'association du personnel de la ville et du CCAS :
- 30 253 € pour les coopératives scolaires
- 20 000 € pour la réalisation de logements sociaux

2.4 – Les autres dépenses

➤ La pénalité SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain)

La ville est actuellement en carence de logements sociaux. Ainsi, elle doit payer à l'Etat une pénalité annuelle d'environ 187 000 € (montant de 2017). Cette situation est principalement due au fait que les possibilités de constructions nouvelles sont très limitées sur le territoire communal car de nombreuses zones sont classées inconstructibles à cause des risques.

Comme évoqué dans les éléments de contexte, les nouvelles cartes d'inondabilité sont en passe d'être communiquées officiellement aux communes. Le territoire de Sassenage est fortement impacté. Nous sommes en attente de la position de l'Etat quant à l'application ou pas de la pénalité SRU au regard de notre taux de territoire urbanisé rendu inconstructible. Dans l'attente, par mesure de précaution, nous prévoyons certainement une somme pour 2018.

➤ **FPIC (Fond national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes)**

Comme en 2017, le montant global du FPIC est figé en 2018, celui-ci pourrait cependant évoluer à la hausse pour la commune (montant 2017 : 105 000 €, soit une augmentation de 18% par rapport à 2016). Le calcul de ce fonds de péréquation est en effet complexe, et là encore la collectivité fera preuve de précaution en budgétisant une somme augmentée par rapport à 2017.

➤ **Provisions**

Comme les années précédentes, la commune prévoit de provisionner les intérêts des emprunts Dexia-SFIL.

Comme en 2017, il est envisagé en 2018 de provisionner également une somme visant à pouvoir assumer l'intégralité des pénalités de retard éventuellement dues.

L'objectif fixé en termes de provisions (cumulé) est de l'ordre de 6 775 000 € fin 2018.

Il n'y aura probablement pas d'évolution significative concernant les autres dépenses.

A l'examen du budget de fonctionnement, en recettes et en dépenses, on se rend bien compte que la situation dans laquelle se trouve la commune est extrêmement contrainte, ce qui obligera à s'interroger sur l'évolution des dépenses et des recettes pour l'année 2018.

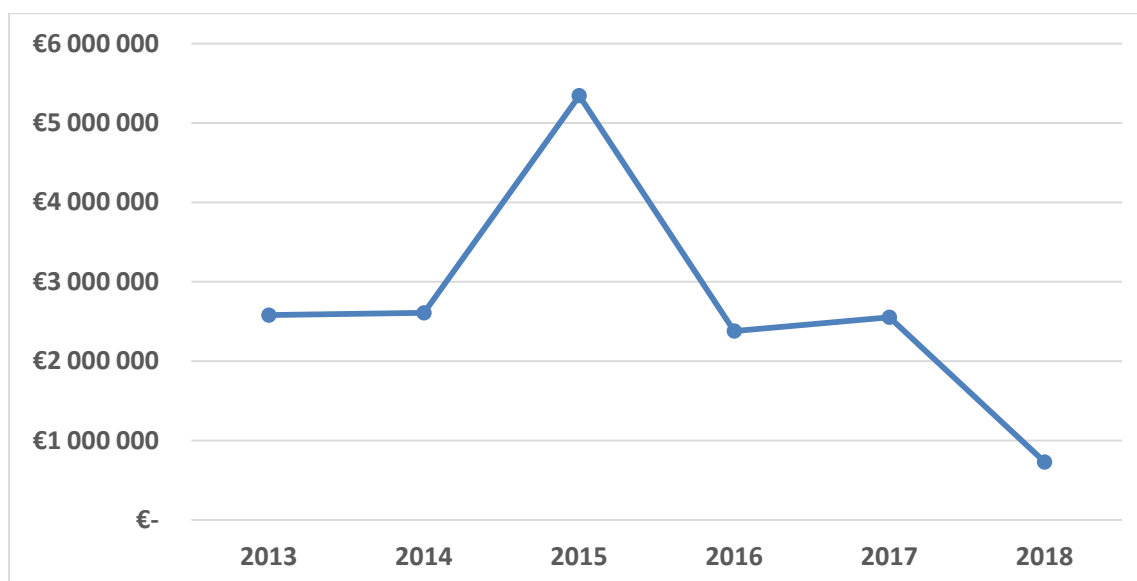
En 2017, sans prendre en compte l'excédent antérieur, nos dépenses sont supérieures à nos recettes, et notre déficit est amplifié par le remboursement de la provision « gendarmerie ».

Nos besoins de financement pour envisager l'avenir (exercice 2018 et au-delà) sont estimés à 800 000 €.

Les travaux menés actuellement en vue de l'élaboration du BP 2018 doivent en tenir compte dans l'élaboration de différents scénarios.

B. L'épargne brute

L'épargne brute est la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement de la commune.



Evolution de l'épargne brute

Compte tenu des paramètres suivants :

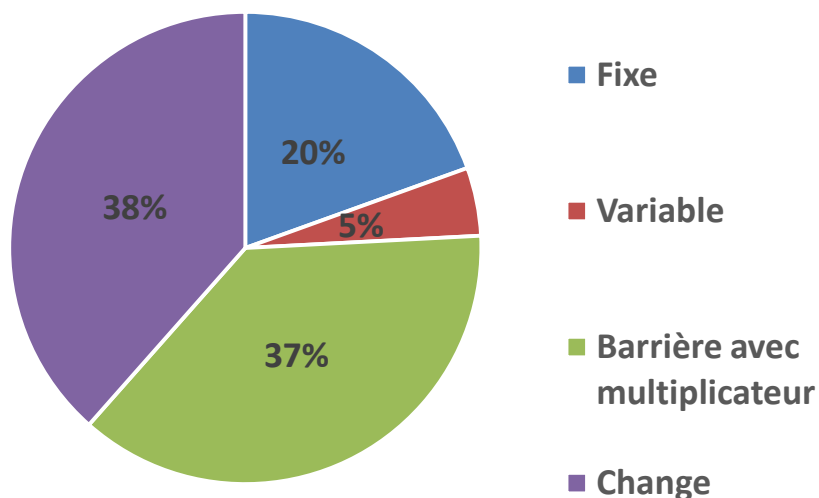
- Evolution des charges à la hausse (inflation, GVT...) malgré une gestion rigoureuse
- Provisions faites pour faire face aux risques liés aux emprunts structurés
- Réduction drastique des recettes (DGF, Attribution de compensation)

l'épargne de la collectivité a fortement diminué et la commune se trouve à présent confrontée à rechercher des moyens pour reconstituer sa capacité d'épargne.

En 2018, la collectivité devra donc impérativement travailler dans ce sens.

C – La dette

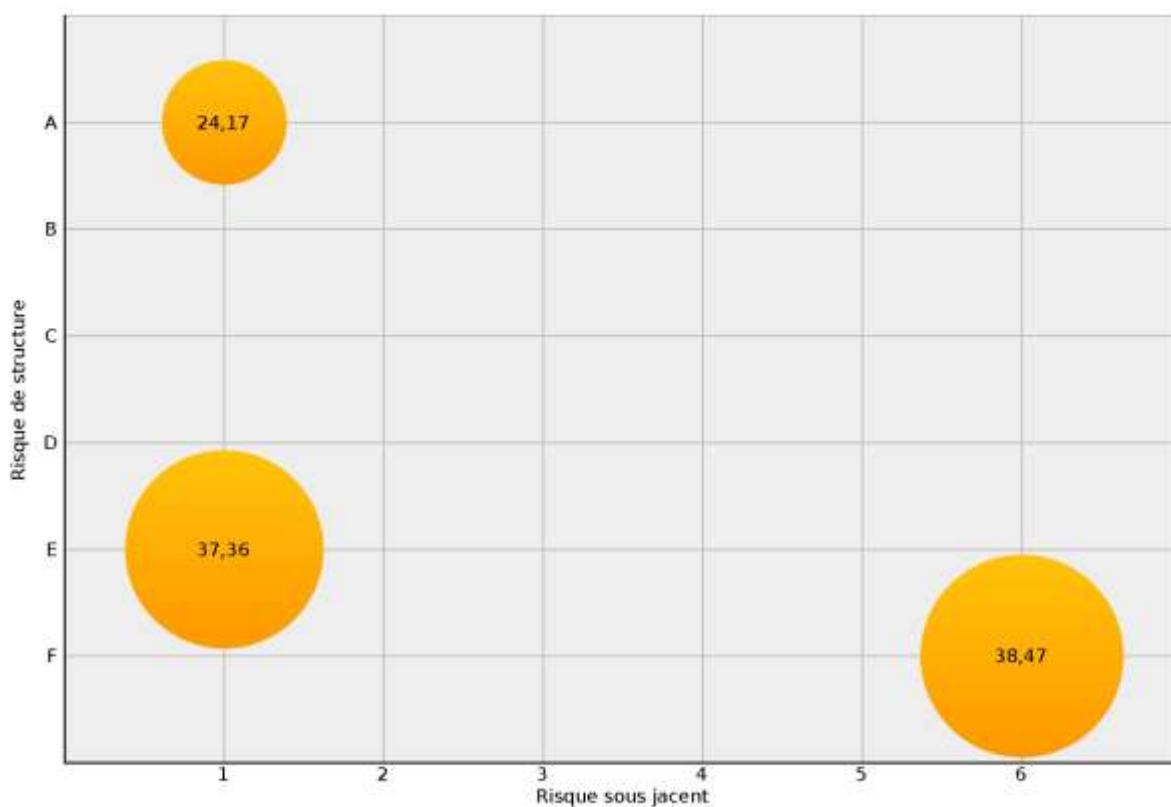
- **Le capital restant dû au 1/01/2018 est de 9 987 419 €**
- **La capacité de désendettement :**
Si la ville utilisait la totalité de son épargne 2017 pour rembourser ses emprunts, ceux-ci seraient remboursés en 3,91 ans (Moyenne de la strate : 4,94 ans).
- **Répartition de la dette par structure de taux**



➤ **Liste des emprunts en cours**

Prêteur	Capital restant dû	Durée résiduelle
CAISSE D'EPARGNE	285 179,48 €	5,32
BNP PARIBAS	60 867,45 €	1,14
DEXIA CL	518 624,87 €	7,00
SOCIETE GENERALE	204 575,55 €	3,97
DEXIA CL	3 821 432,87 €	25,00
DEXIA CL	3 710 738,52 €	25,00
CREDIT AGRICOLE	1 386 000,00 €	19,25

➤ **Dette selon la charte de « bonne conduite » en pourcentage :**



La commune est dans une situation spécifique du fait du contentieux avec la société DEXIA-SFIL.

Elle demeure dans l'attente d'un jugement en appel et provisionne depuis 7 ans, les intérêts des 2 prêts DEXIA-SFIL.

Ce jugement devrait intervenir en 2018.

La commune n'a pas eu de recours à l'emprunt depuis 2012 (fléché sur les travaux de St Exupéry), et avant, depuis 2006.

Elle n'envisage pas de nouvel emprunt pour 2018.

D. Les orientations du budget d'investissement

1 – Les recettes d'investissement

1.1 Retour sur 2017

En 2017, la commune a perçu les recettes suivantes :

- FCTVA : 311 209 €
- Taxe d'aménagement : 12 644 €
- Subventions : 259 110 €

1.2 Les évolutions 2018

En 2018, le FCTVA devrait être inférieur (environ 230 000 €) étant donné que la commune a bénéficié en 2017 d'un reliquat de l'année 2016.

La taxe d'aménagement a déjà fortement diminué en 2017 du fait de la récupération de cette taxe par la Métropole pour tous les PC délivrés à compter de 2015. Cela devrait se poursuivre en 2018.

Aussi, le Département de l'Isère devrait continuer à subventionner la ville pour les travaux de mise en accessibilité des bâtiments.

En 2018, la commune ne prévoit pas de ventes importantes de son patrimoine.

Pour mémoire en 2017, la vente de l'ancienne école des Côtes a eu lieu (prévue en investissement et réalisées en fonctionnement selon les règles de la comptabilité publique).

2 – Les dépenses d'investissement

2.1 Les dépenses d'investissement réalisées en 2017

- Les principaux travaux :
 - Fin des travaux sur les digues du Furon
 - Mise en accessibilité des bâtiments : CCAS, école des Pies, du Hameau et Rivoire
 - Mise en sécurité et en accessibilité du conservatoire de musique
 - Investissement sur l'éclairage public (PPP)
 - Travaux de chauffage à la Halle des sports Jeannie Longo
 - Entretien du patrimoine communal

Au total, la commune a investi 1 835 000 € en 2017.

- Les autres dépenses d'investissement
 - le remboursement du capital des emprunts soit 503 905 € (dont 84 085 € lié à l'éclairage public et géré en contrat de Partenariat Public Privé)
 - l'AC d'investissement pour la 1^{ère} fois (28 740 €)

2.2 Les projets d'investissement pour 2018

- Les principaux travaux :
 - Poursuite de la mise en accessibilité des bâtiments (calendrier d'Ad'ap)
 - Eclairage public (PPP)
 - Travaux dans les écoles, notamment travaux de rénovation de chaufferie impératifs
 - Travaux liés à la sécurité (merlon de la falaise)
 - Entretien du patrimoine communal

En 2018, l'objectif pour la commune sera d'investir près de 450 000 € au titre des chantiers engagés en 2017 (reste à réaliser dont 50 000 € de fonds de concours à destination de la Métropole) ; 1 200 000 € d'opérations au titre de 2018 (700 000 € d'opérations programmées et 500 000 € de travaux nouveaux).

- Les autres dépenses d'investissement prévisibles
 - le remboursement du capital des emprunts soit 519 000 € en 2018
 - l'AC d'investissement estimée à 68 000 € en 2018

La commune inscrira également **des fonds de concours** à destination de la Métropole pour les travaux de voirie et/ou d'ouvrage d'art. Pour le moment, elle demeure en attente d'éléments de la part de l'intercommunalité, qui n'a toujours pas fait connaître son programme 2018, aussi bien en études qu'en travaux.

2.3 Les projets futurs

Plan pluriannuel d'investissement prévisionnel (en milliers d'euros).

		2018	2019	2020	2021	2022
Bâtiments et équipements	Bâtiments scolaires	70	50	50	50	50
	Crèche	50	30	30	30	30
	Bâtiments administratifs et techniques	90	30	30	30	30
	Bâtiments culturels	30	20	20	20	20
	Equipements sportifs	30	30	30	30	30
	Autres équipements (Salles communales...)	40	20	20	20	20
	Mise en accessibilité bâtiments (AD'AP)	470	480	400	430	0
	Total Bâtiments et équipements	780	660	580	610	180
Espaces publics	Aménagement espaces publics	40	30	30	30	30
	Aménagement espaces verts	20	10	10	10	10
	<i>Eclairage public (PPP)</i>	<i>200</i>	<i>200</i>	<i>200</i>	<i>200</i>	<i>200</i>
	Risques naturels	20	20	20	20	20
	Merlon falaise	20	250	100	0	0
	<i>Autres (dont fonds de concours pour la métropole)</i>	<i>60</i>	<i>60</i>	<i>60</i>	<i>50</i>	<i>50</i>
	Total Espaces publics	360	570	420	310	310
Autres	<i>AC INVESTISSEMENT</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>70</i>
	<i>DSP Crèche</i>	<i>65</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>70</i>	<i>70</i>
	<i>Matériel, mobilier, logiciels</i>	<i>56</i>	<i>46</i>	<i>36</i>	<i>36</i>	<i>36</i>
	Total Autres	191	186	176	176	176
Remboursement emprunts		519	498	502	521	486
Total des projets d'investissement		1 850	1 914	1 678	1 617	1 152

DGS – Service Finances
Débat d'orientations budgétaires pour l'année 2018 - Budget principal de la Ville

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2312-1 instituant un débat d'orientation budgétaire obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 107 ;

VU la circulaire NOR INT B 93 00052 C du 24 juin 1993 précisant que la tenue du débat d'orientation budgétaire est retracée dans une délibération distincte de l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants, et que ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget ;

CONSIDERANT que le débat sur les orientations générales du budget a pour objet de préparer le débat budgétaire et de donner aux conseillers municipaux, en temps utile, les informations nécessaires pour les mettre à même d'exercer effectivement leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget ;

PRECISE que ce débat vise à présenter les orientations générales autour desquelles s'organisera le budget primitif principal 2018 ainsi que les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, et l'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel communaux, afin qu'ils fassent l'objet d'un débat ;

EXPOSE les orientations budgétaires générales de la Ville de Sassenage, tirées du rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2018, transmis aux membres du conseil municipal avec leur convocation à la réunion, qu'il soumet au débat de l'assemblée délibérante ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2018

DGS - autorisation de signature d'une convention cadre entre le CCAS de Sassenage et la commune de Sassenage

Le CCAS est un établissement public communal de la ville de Sassenage chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale dans les domaines suivants : Solidarité, Cohésion sociale, Espace de Vie social, Logement, Aides aux seniors et aux personnes handicapées.

Le CCAS exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L123-4 et L123-5 du Code de l'action sociale et des familles.

Le CCAS fonctionne avec son propre budget et son propre tableau des emplois.

En tant qu'établissement autonome rattaché à la ville de Sassenage, le CCAS dispose de la faculté d'organiser ses propres services et de mettre en œuvre ses propres actions et politiques.

Dans le respect de l'autonomie du CCAS et dans l'intérêt de la bonne organisation des services, la ville de Sassenage s'engage toutefois à apporter au CCAS et pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de clarifier et de formaliser dans une convention, la nature des liens fonctionnels existants entre le CCAS et les services de la ville de Sassenage avec pour objectif de dresser l'étendue et la nature des concours apportés par la ville de Sassenage au CCAS de Sassenage permettant de donner à ce dernier les moyens d'assumer pleinement ses missions dans son domaine de compétence.

Le Comité Technique du 19 janvier 2018 a donné un avis sur cette convention.

Il est ici demandé au Conseil Municipal d'approuver les termes de cette convention et d'autoriser le Maire à la signer pour une durée de 3 ans.

Projet de délibération N° **2** CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DGS - autorisation de signature d'une convention cadre entre le CCAS de Sassenage et la commune de Sassenage

Nathalie BRITES,

VU les articles L123-4 et L123-5 du Code de l'action sociale et des familles,

CONSIDERANT que le CCAS exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale générale, telle qu'elle est définie par les articles L123-4 et L123-5 du Code de l'action sociale et des familles.

CONSIDERANT qu'en tant qu'établissement autonome rattaché à la ville de Sassenage, le CCAS dispose de la faculté d'organiser ses propres services et de mettre en œuvre ses propres actions et politiques ; et qu'il fonctionne avec son propre budget et son propre tableau des emplois.

CONSIDERANT que, dans le respect de l'autonomie du CCAS et dans l'intérêt de la bonne organisation des services, la ville de Sassenage s'engage toutefois à apporter au CCAS et pour certaines fonctions son savoir-faire et son expertise.

CONSIDERANT qu'il est apparu nécessaire de clarifier et de formaliser dans une convention la nature des liens fonctionnels existants entre le CCAS et les services de la ville de Sassenage avec pour objectif de dresser l'étendue et la nature des concours apportés par la ville de Sassenage au CCAS de Sassenage permettant de donner à ce dernier les moyens d'assumer pleinement ses missions dans son domaine de compétence.

CONSIDERANT le projet de convention cadre entre le CCAS de Sassenage et la Ville de Sassenage ci-annexé ;

CONSIDERANT l'avis..... du Comité Technique du 19 février 2018,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention cadre ci-annexée déterminant la nature des liens fonctionnels existant entre la commune de Sassenage et son CCAS,

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer avec la vice-Présidente du CCAS de Sassenage, Nathalie BRITES, cette convention.

Note de Synthèse N° 3 CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DGS – Service ressources humaines – Attribution de dons
--

Par délibération du 21 septembre 2017, Monsieur le Maire a été autorisé à signer la convention avec le centre de gestion de l'Isère permettant l'attribution, à compter du 1^{er} janvier 2018, de titres restaurant aux personnels en faisant la demande. Conformément au code du travail, les prestataires ont l'obligation de reverser les titres restaurant du millésime de l'année n-1 non consommés, à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise. En conséquence, il convient de délibérer sur le principe d'accepter un don et de le reverser à l'association du personnel Sass'partage et ce de manière annuelle.

Projet de délibération N° 3 CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DGS – Service ressources humaines – Attribution de dons
--

Jérôme MERLE,

VU les articles R.3262-12 à 15 du Code du travail ;

VU l'article L. 2242-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du 21 septembre 2017 autorisant le Maire à signer la convention avec le centre de gestion de l'Isère permettant l'attribution, à compter du 1^{er} janvier 2018, de titres restaurant aux personnels en faisant la demande ;

CONSIDERANT l'envoi effectué annuellement émanant du prestataire retenu de titres restaurant Chèque déjeuner, de chèques correspondant aux titres restaurant du millésime de l'année précédente non consommés, et l'obligation de reverser ce don à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer pour accepter un don et le reverser à l'Association des œuvres sociales « Sass'Partage » ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir chaque année les dons du groupe Chèque déjeuner, correspondant aux titres restaurant du millésime de l'année antérieure non consommés,

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal de l'année en cours de la Ville de Sassenage,

D'ATTRIBUER ensuite le don émanant du groupe chèque déjeuner en faveur de l'Association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'il aura été perçu par la Ville de Sassenage,

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal de l'année en cours de la Ville de Sassenage.

Note de synthèse N°

4

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DGS - Police Municipale - Convention entre les communes de Sassenage, Noyarey et Veurey-Voroize pour l'acquisition en commun d'un matériel de contrôle de la vitesse.
--

Les communes de Noyarey, Veurey-Voroize, et Sassenage souhaitent travailler ensemble sur la thématique de la sécurité, en lien avec la brigade territoriale de gendarmerie, établie à Sassenage.

Ce partenariat se traduira dans un premier temps par un achat en commun d'un matériel de contrôle de la vitesse.

Ce matériel sera utilisé par la brigade territoriale de gendarmerie de Sassenage et la police municipale.

Une convention de partenariat est établie entre les communes pour permettre cet achat mutualisé.

Cette convention est une première étape dans une démarche qui pourrait aboutir à une mutualisation des actions des polices municipales des trois communes, telle que le prévoit l'article L512-1 du code de la sécurité intérieure (anciennement codifié à l'article L2212-10 du CGCT).

Elle prévoit que l'achat sera effectué par la commune de Noyarey et que les deux autres communes signataires, Sassenage et Veurey-Voroize, verseront une subvention d'équipement à la commune de Noyarey, d'un montant de 1405,80 €.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention annexée et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

DGS - Police Municipale - Convention entre les communes de Sassenage, Noyarey et Veurey-Voroize pour l'acquisition en commun d'un matériel de contrôle de la vitesse.

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU les articles L. 2121-29 et L. 2212-10 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 512-1 du code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT que les communes de Noyarey, Veurey-Voroize, et Sassenage souhaitent travailler ensemble sur la thématique de la sécurité, en lien avec la brigade territoriale de gendarmerie, établie à Sassenage, une convention de partenariat est établie entre les communes pour permettre notamment un achat mutualisé d'un matériel de contrôle de la vitesse, de type jumelles laser ;

Cette convention est une première étape dans une démarche qui pourrait aboutir à une mutualisation des actions des polices municipales des trois communes, telle que le prévoit l'article L. 512-1 du code de la sécurité intérieure (anciennement codifié à l'article L2212-10 du CGCT).

L'achat sera effectué par la commune de Noyarey et les deux autres communes signataires, Sassenage et Veurey-Voroize, verseront une subvention d'équipement à la commune de Noyarey, d'un montant de 1405, 80 €.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la convention de partenariat ci annexée, établie entre les communes de Noyarey, Veurey- Voroize et Sassenage, pour permettre l'achat mutualisé d'un matériel de contrôle de la vitesse, de type jumelles laser,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention,

DE PRECISER que les crédits seront inscrits au budget principal au compte 2041411 – Subventions d'équipement - Communes du GFP - Biens mobiliers, matériel et études.

DEAS – Service scolaire – organisation des rythmes scolaires

Le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 permet aux communes d'adapter l'organisation de la semaine scolaire telle que définie par l'article D.521-10 du code de l'éducation.

Il permet notamment de déroger à la règle des 9 demi-journées d'école, pour revenir à 8 demi-journées, c'est-à-dire à la semaine de 4 jours.

Un sondage a été organisé en septembre 2017 auprès de l'ensemble des parents d'élèves des écoles de Sassenage. Près de 80% des parents d'élèves ont pris part à cette consultation et 86% des votants ont voté en faveur du retour à la semaine de 4 jours.

Les conseils d'école de l'ensemble des groupes scolaires ont également tous voté en faveur du retour à la semaine de 4 jours.

Aussi, il est proposé de revenir dès septembre 2018 à une organisation de la semaine scolaire sur 8 demi-journées, selon l'emploi du temps suivant :

	Matin			Durée pause midi	Après midi			Durée journée
	Début cours	Fin cours	durée		Début cours	Fin cours	durée	
Lundi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Mardi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Mercredi	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeudi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Vendredi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Durée hebdomadaire des enseignements								24h00

Cette organisation respecte les règles du code de l'éducation à savoir 24 heures d'enseignement hebdomadaires, des demi-journées n'excédant pas 3h30, des pauses méridiennes supérieures à 1h30 minimum, et une durée de la journée n'excédant pas 6 heures d'enseignement.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver l'organisation de la semaine scolaire telle que définie ci-dessus, à compter de la rentrée de septembre 2018.

Projet de délibération N° **5** CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DEAS – Service scolaire - organisation des rythmes scolaires

Christine DURAND,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;

VU le code de l'éducation et notamment les articles D521-10 et D521-12 ;

CONSIDERANT les résultats du sondage conduit par la commune auprès des parents d'élèves des écoles de Sassenage ;

CONSIDERANT les votes des conseils des écoles de Sassenage ;

ETANT ENTENDU qu' il est proposé de revenir dès septembre 2018 à une organisation de la semaine scolaire sur 8 demi-journées, selon l'emploi du temps suivant :

	Matin			Durée pause midi	Après midi			Durée journée
	Début cours	Fin cours	durée		Début cours	Fin cours	durée	
Lundi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Mardi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Mercredi	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeudi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
Vendredi	8h30	11h30	3h00	2h00	13h30	16h30	3h00	6h00
					Durée hebdomadaire des enseignements			24h00

Il convient de noter que cette organisation respecte les règles du Code de l'éducation à savoir 24 heures d'enseignement hebdomadaires, des demi-journées n'excédant pas 3h30, des pauses méridiennes supérieures à 1h30 minimum, et une durée de la journée n'excédant pas 6 heures d'enseignement ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'organisation de la semaine scolaire telle que définie ci-dessus, à compter de la rentrée de septembre 2018.

Note de synthèse N° 6 CONSEIL MUNICIPAL DU 25 /01/2018

DEAS- Petite enfance - Relais Assistantes Maternelles
Demande de subvention auprès du Département de l'Isère

Chaque année le Département de l'Isère propose une subvention de fonctionnement du relais assistantes maternelles sous réserve de la constitution d'un dossier de demande d'aide au fonctionnement.

Un élément de ce dossier est le document de décision de l'assemblée délibérante sollicitant cette aide.

Il convient que le conseil municipal sollicite cette aide auprès du Département de l'Isère et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

Cette aide pour 2018 s'élèvera à 3048,98 €.

Projet de délibération N° 6 CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DEAS- Petite enfance - Relais Assistantes Maternelles
Demande de subvention auprès du Département de l'Isère

Brigitte GALLO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales;

CONSIDERANT la possibilité d'obtenir auprès du Département de l'Isère une aide forfaitaire annuelle au fonctionnement du relais assistants maternels sous réserve de la constitution d'un dossier de demande de subvention;

PRECISE que cette aide participe à la mise en place d'actions d'information et de soutien envers les assistantes maternelles et les familles;

MENTIONNE que le montant de cette subvention pour un relais fonctionnant à temps plein est de 3048,98€ pour l'année 2018;

CONSIDERANT que le document de décision de l'assemblée délibérante sollicitant cette aide auprès du Département de l'Isère est un des éléments importants de ce dossier;

PROPOSE au Conseil Municipal :

De SOLLICITER une aide financière de 3048,98 € auprès du Département de l'Isère,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

Note de synthèse N° 7 CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

Service des Sports – Signature d'une convention avec l'EPISEAH (Etablissement Public Isérois de Services aux Enfants et Adolescents Handicapés) pour l'utilisation de la piscine municipale pour l'année scolaire 2017-2018

La commune de Sassenage accueille les enfants de l'établissement EPISEAH dans le cadre de séances de natation, à la demande de cet établissement.

A ce titre, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer une convention avec l'EPISEAH afin d'organiser le remboursement à la Ville du salaire correspondant aux vacations du Maître-Nageur-Sauveteur intervenant le vendredi de 14h à 15h du 1^{er} avril au 06 juillet 2018 sur son temps de travail municipal, ainsi que les frais d'occupation des locaux par l'établissement.

La convention sera conclue pour une année scolaire 2017-2018.

Projet de délibération N° 7 CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

Service des Sports – Signature d'une convention avec l'EPISEAH (Etablissement Public Isérois de Services aux Enfants et Adolescents Handicapés) pour l'utilisation de la piscine municipale pour l'année scolaire 2017-2018

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la demande de l'établissement EPISEAH, acceptée par la Ville de Sassenage, pour l'utilisation de la piscine de Sassenage par les enfants de l'EPISEAH le vendredi de 14h00 à 15h00 du 1^{er} avril au 06 juillet 2018 ;

CONSIDERANT le Projet de convention ci-annexé ;

PRECISE que :

- le salaire correspondant aux vacations du Maître Nageur Sauveteur intervenant sur son temps de travail municipal sera intégralement pris en charge par l'EPISEAH au tarif horaire de 36.00 € par heure et par Maître Nageur Sauveteur.

- la participation financière de l'EPISEAH, pour l'occupation temporaire de la piscine, sera établie au prorata des heures réalisées à raison de 6.00 € par heure ;

- l'EPISEAH adressera au Service finances de la mairie un état récapitulatif des temps d'occupation avant le 1^{er} novembre 2018 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition payante des installations de la piscine municipale et d'un Maître-Nageur-Sauveteur pour l'établissement EPISEAH,

DE DIRE que la recette correspondant au salaire du Maître Nageur Sauveteur et au temps d'occupation, versée par l'EPISEAH, sera encaissée sur le budget principal de la Ville de Sassenage au compte budgétaire 7474/PISC

Note de synthèse N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU

25/01/2018

DAE – Service EPP – Plan air énergie climat 2015-2020 – Nouvelle charte - Première étape d'engagement
--

Le Plan Air Énergie Climat (P.A.E.C) de la Métropole est une démarche volontaire destinée à répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat. A l'échelon local elle vise à favoriser l'amélioration de la qualité de l'air avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire métropolitain.

La Métropole invite aujourd'hui les acteurs du territoire métropolitain à s'engager ou se réengager dans le Plan Air Énergie Climat en déterminant leur niveau d'engagement à choisir parmi trois niveaux proposés :

- **niveau 1** «J'adhère au Plan Air Énergie Climat» : A cette étape, le partenaire s'engage à être acteur et à participer au Plan Air Énergie Climat
- **niveau 2** «J'adhère et j'agis» : Le partenaire remplit déjà les engagements du niveau 1 et les renforce en s'engageant sur des actions prioritaires durant la période du plan
- **niveau 3** «J'adhère, j'agis et je me fixe des objectifs quantifiés pour 2020» : le partenaire du Plan Air Énergie Climat rédige un plan d'actions qu'il annexe à la signature de la charte et précise également ses objectifs chiffrés pour le Plan Air Énergie Climat

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2020, 2030 et 2050 :

• **A l'horizon 2020 :**

- Diminuer de 35% les émissions de gaz à effet de serre
- Diminuer de 30% les consommations d'énergie par habitant
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 20% par rapport à la consommation énergétique totale
- Réduire de 40% les émissions de PM10
- Réduire de 65% les émissions de NOx

• **A l'horizon 2030 :**

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre ;
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant ;
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

• **A l'horizon 2050 :**

- atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions ;
- diviser par 2 les consommations d'énergie.

Pour atteindre ces objectifs, le Plan Air Énergie Climat de la Métropole est structuré autour de 6 axes d'action :

- **Axe 1** : Aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique
- **Axe 2** : Diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements
- **Axe 3** : Se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air
- **Axe 4** : Consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement
- **Axe 5** : Réduire l'impact du patrimoine et des services
- **Axe 6** : Mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique

Projet de délibération N°

8

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

<p>DAE – Service Espaces publics de proximité – Plan air énergie climat 2015-2020 – Nouvelle charte - Première étape d'engagement</p>
--

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU le Schéma Régional Air Energie Climat ;

VU l'engagement de Grenoble Alpes Métropole à atteindre une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre du territoire d'ici 2020 en signant le 10 février 2009 la convention des maires mise en place par l'Union Européenne, ;

VU le Plan de Protection de l'Atmosphère de la Région grenobloise ;

VU les précédents engagements de la Commune de Sassenage dans le cadre du Plan Climat de Grenoble Alpes Métropole lancé en 2005 ;

VU la délibération n°74 du 19 décembre 2014 du Conseil communautaire de la Métropole relative à la révision des objectifs territoriaux, l'adoption de la charte d'engagement 2015-2020 et l'évolution du Plan Air Energie Climat ;

VU la charte d'engagement des partenaires pour la période 2015-2020 du Plan Air Energie Climat de la Métropole ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage souhaite contribuer activement aux objectifs de lutte contre les changements climatiques fixés aux différentes échelles supra-territoriales : métropolitaine (Plan Air Energie Climat), régionale (Schéma Régional Climat Air Energie), nationale (loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015), européenne (convention des maires) et internationale (Accord de Paris de 2015),

CONSIDERANT que le Plan Air Energie Climat de Grenoble Alpes Métropole (PAEC) est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux climat énergie et à l'enjeu local d'amélioration de la qualité de l'air

CONSIDERANT que le P.A.E.C se fixe les objectifs suivants aux horizons 2020, 2030 et 2050 :

	Horizon 2020	Horizon 2030	Horizon 2050
Émission de GES	- 35%	- 50%	- 75%
Consommation d'énergie par habitant	- 30%	- 40%	- 50%
Production d'ENR sur le territoire	20%	30%	-
Émission PM10 (particules en suspension de diamètre <10 um)	- 40%	-	-
Émissions NOx (oxyde d'azote)	- 65%	-	-

Pour atteindre ces objectifs, le P.A.E.C est structuré autour de 6 axes d'actions.

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique

La Métropole a donc invité les partenaires du Plan Air Energie Climat (P.A.E.C) à réaffirmer leurs engagements.

Dans ce cadre et pour la période 2015-2020, le signataire de la charte P.A.E.C s'engage à franchir les étapes suivantes :

- étape 1 : « J'adhère au Plan Air Énergie Climat »,
- étape 2 : « J'adhère et j'agis »,
- étape 3 : « J'adhère, j'agis et je me fixe des objectifs quantifiés pour 2020 ».

La présente délibération présente le détail des premiers engagements 2015-2020 non chiffrés de la commune à horizon 2020 et porte uniquement sur les étapes 1 et 2.

Concernant la première étape « J'adhère au Plan Air Énergie Climat », la commune de Sassenage réaffirme son implication dans le P.A.E.C et s'engage à :

- prendre en compte le critère « émissions de GES » et « émissions de polluants atmosphériques locaux » (notamment les PM10 et les NOx) dans l'ensemble des décisions
- inscrire son activité dans le projet de territoire de la Métropole pour 2020 suivant les 6 axes structurants
- nommer un référent Plan Air Énergie Climat : l'adjoint délégué au cadre de vie – démocratie participative – dynamisme sportif, Monsieur Jérôme Boetti Di Castano
- participer au forum semestriel et partager ses expériences
- impliquer son personnel dans la démarche (formation, sensibilisation)
- promouvoir le PAEC auprès de ses partenaires

La commune de Sassenage remplit déjà les engagements du niveau 1 et les renforce avec le niveau 2 « j'adhère et j'agis ». Elle s'engage sur l'ensemble des actions prioritaires à l'horizon 2020, qui entrent dans le cadre des axes suivants :

Axe 1 : Aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique

- Intégrer les objectifs du Plan Air Énergie Climat dans tous les documents de planification urbaine notamment le P.L.U.I futur (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal)
- Prendre en compte les critères Air Énergie Climat dans tout projet d'aménagement en expérimentant notamment, avec la Métropole, la boîte à outils « Air, Climat et Urbanisme »
- Bien prendre en compte les nouveaux critères « qualité de l'air » dans l'ensemble des décisions
- Diffuser l'information sur les risques naturels en lien avec le P.C.S (Plan Communal de Sauvegarde) dans le cadre d'une démarche opérationnelle et résiliente, notamment en ce qui concerne le risque inondation

Axe 2 : Diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements

- Continuer à promouvoir les économies d'énergie, les énergies renouvelables, le développement de la biodiversité dans le bâti auprès des aménageurs et des habitants et concourir activement à la mise en place de programmes de rénovation tels que « Mur-Mur 2 », Primes Air-Bois.

Axe 3 : Se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air

- Poursuivre l'adaptation de la gestion de la flotte communale des véhicules et engins aux enjeux environnementaux actuels : maîtriser le parc et développer une flotte propre fonctionnant aux énergies propres : gaz et électricité
- Acquérir un ou plusieurs vélos électriques et mettre en place des règles de fonctionnement en sensibilisant les agents à leur utilisation pour les déplacements professionnels, dans le cadre du plan de déplacement administratif imposé par la réglementation
- Installer sur le territoire communal une borne de recharge pour véhicules électriques
- Optimiser les déplacements professionnels (recours aux modes doux, à un usage renforcé de l'offre de transports en commun, informer sur les solutions alternatives telles que l'auto partage, le covoiturage ...)
- Poursuivre avec la métropole : le développement des modes doux et du programme « Métropole apaisée », dans lequel la Commune de Sassenage s'est pleinement investie, la densification du maillage du réseau des pistes cycles-

piétonnes, l'extension des zones 30, des zones de partage et de rencontre, le renforcement des contre-sens cyclables, les projets d'aménagements structurants tels que la redynamisation de lignes de bus régulières de la S.E.M.I.T.A.G et la réalisation d'un parking-relais sur le site des Engenières....

Axe 4 : Consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement

- Privilégier la consommation de produits biologiques et locaux (intégrer de tels produits dans la restauration du multi accueil, intégrer de tels produits dans la restauration scolaire, favoriser les circuits courts (paniers fermiers, Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne ou A.M.A.P)
- Faire respecter la circulaire du 18/11/2011 sur le brulage des déchets verts et poursuivre les animations en direction des administrés autour du compostage et du jardinage zéro déchet avec la Métropole

Axe 5 : Réduire l'impact du patrimoine et des services

- Poursuivre la maîtrise, le suivi et l'optimisation des consommations d'énergie du patrimoine communal
- Appliquer le principe de sobriété énergétique pour le chauffage des bâtiments (adapter les températures et les plannings, concentrer les plages d'utilisation des salles) pendant les périodes d'inoccupation des établissements en ayant recours à une programmation gérée par moyen approprié ; améliorer l'enveloppe thermique des bâtiments communaux
- Engager un travail sur la prise en compte de la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments municipaux afin d'élaborer un plan d'actions compatible avec les obligations réglementaires
- Travailler avec le personnel communal et les autres usagers des bâtiments (associations, écoles...) sur l'utilisation de l'électricité (éclairage, bureautique, veilles, stockages de bases de données...), de l'eau et limiter les déchets à la source dans les services (diminution des impressions papier, de la fréquence de nettoyage des locaux...)
- Construire des bâtiments neufs respectueux de la qualité de l'air intérieur en cherchant à atteindre une performance correspondant aux labels existants
- Améliorer l'efficacité de l'éclairage public en poursuivant le travail sur la réduction/l'extinction d'éclairage la nuit, sur le développement des leds et la mise en place d'horloges.....)
- Poursuivre l'adaptation de la gestion des espaces verts et des terrains de sport aux enjeux environnementaux actuels en optant pour un entretien écologique des sites et en procédant à la généralisation de pratiques telles que: la suppression des produits phytosanitaires, la gestion raisonnée et différenciée, la maîtrise de l'eau d'arrosage, la recours au mulching, au paillage....
- Augmenter la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (intégrer l'environnement dans les critères de conception de produits, intégrer l'environnement dans les critères d'achat de produits)
- Développer le recours à des « énergies vertes »

Axe 6 : Mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique

- Continuer à encourager l'éco responsabilité des événements festifs.
- Renforcer les échanges entre le Parc Naturel Régional de Vercors et la commune (P.N.R.V)
- Renforcer les échanges entre le Conseil Départemental de l'Isère, le collège Alexandre Fleming et la commune

- Renforcer les échanges avec les communes voisines en optant pour une démarche mutualisée avec le Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac (S.I.R.D) et la mise en place de marchés groupés avec les Communes
- Promouvoir le Plan Air Énergie Climat en communiquant en interne (auprès du personnel) et en externe auprès des habitants, des partenaires,)
- Mettre en place une démarche éco-agents pour optimiser l'utilisation de l'énergie dans les bâtiments communaux

L'engagement de la commune de Sassenage dans le Plan Air Énergie Climat se concrétisera par la signature prochaine de la charte (étape 1 et 2) lors du prochain forum organisé sur cette thématique qui se déroulera le 27 février 2018, à Eybens.

Le passage en niveau 3 « J'adhère, j'agis et je me fixe des objectifs quantifiés pour 2020 » ne sera envisageable qu'au regard des possibilités d'investissements successifs de la Commune de 2018 à 2020 et sera donc réinterrogé lors du renouvellement de la signature de cette charte après évaluation des objectifs du niveau 2 et de la capacité à atteindre ceux attachés au niveau suivant.

La commune de Sassenage souhaitant confirmer ses engagements contre les changements climatiques et la pollution atmosphérique et les préciser au regard des nouveaux objectifs du Plan-Air Énergie-Climat ;

Le rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal

- **D'APPROUVER** le Plan Air Énergie Climat pour la période 2015-2020 (étapes 1 et 2 de la charte),
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la nouvelle charte d'engagement des partenaires du Plan Air Énergie Climat 2015-2020 et tous documents s'y rapportant,
- **DE PRECISER** que cette démarche fera l'objet d'une évaluation continue des actions et des engagements de la Commune et que ces bilans seront présentés en conseil municipal.

Note de synthèse N°

9

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE - Service Développement urbain durable - Avenue de la Falaise à Sassenage-Projet de renouvellement urbain du site« GLD »- Constitution de servitudes de passage et d'entretien relatives à l'ouvrage de protection dit « merlon des Glériates ».

Pour mémoire, la société Gilles Trignat Résidence envisage la réalisation d'un programme immobilier de 400 logements sur le site GLD, entreprise de logistique, sis avenue de la Falaise, et constitué :

- d'un tènement foncier d'un seul tenant d'environ 55 978 m², parcelles cadastrées section BC n°32 (50 715 m²), BC °38 (4421 m²) et BC n°39 (842 m²), sis au 15 et 19 avenue de la Falaise,
- d'un tènement foncier d'un seul tenant de 52 800 m², composé des parcelles D n°185 (14 040 m²), et D n°188 (38 760 m²), en nature taillis et de lande, classé en zone N au PLU.

Ce projet d'aménagement privé a fait l'objet d'une concertation préalable, au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, qui s'est déroulée du 15 novembre au 15 décembre 2016, et

dont le bilan de la concertation a été tiré par délibération du Conseil municipal en date du 2 février 2017. Une procédure de modification n°4 du PLU a été approuvée par délibération du Conseil métropolitain en date du 29 septembre 2017.

Le merlon de protection des Glériates, ouvrage privé de protection des propriétés situées au pied de la falaise du Pugnet, se situe sur une partie des tènements dudit projet, parcelle cadastrée D n°188.

Suite à la réalisation d'études trajectographiques par le service de Restauration des Terrains de Montagne (RTM) et la société SAGE, des travaux de reconstruction de cet ouvrage sont nécessaires sur la partie la plus au nord du merlon, partie qui protège plus particulièrement la copropriété du Pré du Bourg et les cars Faure.

Dans le cadre de ces études préalables s'est donc posé une problématique d'accès à cet ouvrage, tant pour les besoins des travaux de construction que pour son entretien ultérieur, et donc de la nécessité de constituer une servitude de passage sur les tènements fonciers du projet.

Par ailleurs, et à la demande des services de l'État (Direction Départementale des Territoires) et du RTM, la conservation du merlon et son maintien dans la durée relèvent d'une question de sécurité publique incombant exclusivement au Maire de Sassenage, garant du contrôle et de la bonne exécution des travaux d'entretien, de la supervision et toute les prescriptions en découlant.

Une association syndicale libre (ASL) doit être constituée dans le cadre de ce projet conformément aux dispositions de l'article R 431-24 du code de l'urbanisme en vue de la gestion et de l'entretien des espaces communs de l'opération du site GLD, dont le merlon. A ce titre, il incombera à l'ASL dûment constituée de s'assurer du maintien des caractéristique du merlon, de son entretien, et ce dès sa prise de possession.

Toutefois au regard de ce qui précède et de l'objectif de sécurité publique, les interventions d'entretien ultérieur du merlon intervenant après la constitution de l'ASL s'effectueront sous l'entière maîtrise d'ouvrage publique de la commune de Sassenage, et aux frais exclusifs de l'ASL;

Ainsi, afin de permettre à la commune de Sassenage d'assurer pour le compte de l'ASL la surveillance et l'entretien du merlon, il sera consenti au profit de la commune de Sassenage, conformément à l'accord formalisé par le futur maître d'ouvrage, une servitude de passage à titre réel et perpétuel permettant l'accès à l'ouvrage et une servitude d'entretien du merlon se trouvant dans le périmètre de la future ASL.

L'assiette de la servitude de passage figure sur le plan ci-annexé, et porte sur la voie d'accès situé au nord du projet, parcelles cadastrées BC n°32. Elle permettra l'accès à la totalité de l'ouvrage en desservant la totalité des tronçons.

L'assiette de la servitude d'entretien porte sur l'ensemble de l'assiette du merlon des Glériates situé sur la propriété de l'ASL, parcelles cadastrées D n°188 et BC n°32. Elle permettra d'assurer pour le compte de l'ASL sous maîtrise d'ouvrage publique, et à ses frais exclusifs, les missions d'entretien, de surveillance, de conservation perpétuelle du merlon appartenant à l'ASL.

L'extrait du projet de statuts de l'ASL, figurant en annexe de la présente délibération, définit les différentes modalités de la constitution desdites servitudes, en tant que dispositions indépendantes des statuts, et précisent les modalités de financement des travaux d'entretien courants et exceptionnels effectués sous l'autorité de la commune de Sassenage.

Au vu des impératifs de sécurité publique, les servitudes d'accès et d'entretien sont consenties à titre gratuit sans indemnité des parties, et les frais d'acte seront entièrement supportés par les membres de l'ASL.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver la constitution desdites servitudes, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Projet de délibération N°

9

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

**DAE - Service Développement urbain durable - Avenue de la Falaise à Sassenage-
Projet de renouvellement urbain du site« GLD »- Constitution de servitudes de passage
et d'entretien relatives à l'ouvrage de protection dit « merlon des Glériates ».**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'Urbanisme,

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels révisé par arrêté Préfectoral en date du 7 septembre 2007, et le porter à connaissance des aléas chutes de blocs de Monsieur le Préfet de l'Isère en date du 8 avril 2016 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 27 septembre 2009, le 25 février 2010, le 15 décembre 2011, le 26 septembre 2013, et le 29 septembre 2017 ;

VU le projet de renouvellement urbain portant sur le site Grenoble Logistique Distribution (GLD) à Sassenage sis Avenue de la Falaise ;

VU le courrier en date du 4 mai 2017 de la société Gilles Trignat Résidences autorisant en sa qualité de futur maître d'ouvrage, la constitution d'une servitude de passage au profit de la commune de Sassenage ;

RAPPELLE que la société Gilles Trignat Résidences envisage la réalisation d'un projet d'aménagement privé consistant à requalifier le site existant en vue d'y réaliser un programme immobilier de 400 logements dont 30 % de logements locatifs sociaux, et pour lequel des autorisations d'urbanisme ont d'ores et déjà été déposées ;

RAPPELLE qu'une concertation préalable, au titre de l'article L.103-2 du code de l'Urbanisme, s'est déroulée du 15 novembre au 15 décembre 2016, et que le bilan de la concertation a été tiré par délibération du Conseil municipal en date du 2 février 2017 ;

RAPPELLE qu'une procédure de modification n°4 du PLU a été engagée par Grenoble-Alpes Métropole, et a été approuvée par délibération du conseil Métropolitain en date du 29 septembre 2017 ;

RAPPELLE que le site est constitué d'un tènement foncier d'un seul tenant de 55 978 m², composé des parcelles cadastrées section BC n°32 (50 715 m²), BC °38 (4421 m²) et BC n°39 (842 m²), sis au 15 et 19 avenue de la Falaise; sur lequel sera édifié le programme d'habitat, et d'un tènement foncier d'un seul tenant de 52 800 m², composé des parcelles D

n°185 (14 040 m²), et D n°188 (38 760 m²), en nature taillis et de lande, classé en zone N au PLU ;

EXPOSE que sur une partie de ces tènements se situe le merlon de protection des Glériates, ouvrage privé de protection des propriétés situés au pied de la falaise du Pugnet ;

CONSIDERANT que suite à la réalisation d'études trajectographiques par le service de Restauration des Terrains de Montagne (RTM) et la société SAGE, des travaux de reconstruction de cet ouvrage sont rendus nécessaires sur la partie la plus au nord du merlon, partie qui protège plus particulièrement la copropriété du Pré du Bourg et les cars Faure ;

CONSIDERANT, d'une part, que dans le cadre de ces études préalables s'est posée la problématique d'accès à cet ouvrage, tant pour les besoins des travaux de construction que pour son entretien ultérieur, et donc la nécessité d'inscrire une servitude d'accès sur l'emprise du projet immobilier susvisé ;

CONSIDERANT, d'autre part, qu'à la demande des services de l'État (Direction Départementale des Territoires) et du RTM, la conservation du merlon et son maintien dans la durée relève d'une question de sécurité publique incombant exclusivement au Maire de Sassenage, garant du contrôle et de la bonne exécution des travaux d'entretien, de la supervision et toute les prescriptions en découlant ;

CONSIDERANT que dans le cadre du projet, une association syndicale libre (ASL) doit être constituée conformément aux dispositions de l'article R 431-24 du code de l'urbanisme en vue de la gestion et de l'entretien des espaces communs de l'opération du site GLD, dont le merlon ;

CONSIDERANT qu'il incombera, en conséquence, à l'ASL dûment constituée de s'assurer du maintien des caractéristique du merlon, de s'assurer de son entretien, et ce dès sa prise de possession ;

CONSIDERANT qu'au regard de ce qui précède, et de l'objectif de sécurité publique, les interventions d'entretien ultérieur du merlon intervenant après la constitution de l'ASL s'effectueront sous l'entière maîtrise d'ouvrage publique de la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT qu'afin de permettre à la commune de Sassenage d'assurer pour le compte de l'ASL la surveillance et l'entretien du merlon, il sera consenti au profit de la commune de Sassenage, conformément à l'accord formalisé par le futur maître d'ouvrage, une servitude de passage à titre réel et perpétuel permettant l'accès à l'ouvrage et une servitude d'entretien du merlon se trouvant dans le périmètre de la future ASL ;

CONSIDERANT que l'assiette de la servitude de passage, telle que figure sur le plan ci-annexé, porte sur la voie d'accès situé au nord du projet, parcelle cadastrée BC n°32, et permettra un accès à la totalité de l'ouvrage côté amont ;

CONSIDERANT que l'assiette de la servitude d'entretien porte sur l'ensemble de l'assiette du merlon des Glériates situé sur la propriété de l'ASL, parcelles cadastrée D n°188 et BCn°32 ;

CONSIDERANT que cette servitude d'entretien permettra d'assurer pour le compte de l'ASL sous maîtrise d'ouvrage publique, et à ses frais exclusifs, les missions d'entretien, de surveillance, de conservation perpétuelle du merlon appartenant à l'ASL ;

CONSIDERANT que l'extrait du projet de statuts de l'ASL, figurant en annexe de la présente délibération, précise les différentes modalités de la constitution desdites servitudes, en tant que dispositions indépendantes des statuts, ainsi que les modalités de financement des travaux d'entretien courants et exceptionnels effectués sous l'autorité de la commune de Sassenage ;

INFORME qu'au vu des impératifs de sécurité publique, les servitudes d'accès et d'entretien sont consenties à titre gratuit sans indemnité des parties, et les frais d'acte seront entièrement supportés par les membres de l'ASL ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, il convient d'acter le principe de la constitution de servitudes de passage et d'entretien, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la constitution d'une servitude de passage à titre réel et perpétuel au profit de la commune de Sassenage, et grevant la voie d'accès nord de l'ensemble immobilier sur les parcelles cadastrées BC n°32, sis avenue de la Falaise ;

D'APPROUVER la constitution d'une servitude d'entretien à titre réel et perpétuel au profit de la commune de Sassenage, et portant sur l'ensemble de l'assiette du Merlon des Gléريات situé sur le périmètre de l'ASL ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet, et notamment ceux en la forme authentique, et à intervenir dans les statuts de l'ASL ;

DE DIRE que les servitudes sont consenties au profit de la commune de Sassenage à titre gratuit sans indemnité, et que les frais relatifs à l'acte seront à la charge des membres de l'ASL.

Note de synthèse N°

10

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE – Service Développement Urbain Durable – Enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter l'installation « BIOMAX » sur le territoire de la commune Grenoble - Avis motivé sur cette demande d'autorisation au titre code de l'environnement
--

Grenoble Alpes Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de la construction d'une centrale de cogénération dénommée « Biomax » consistant en la réalisation d'un projet de Nouvelle Unité de Production de chaleur destinée à alimenter le réseau de chauffage de l'agglomération grenobloise. Il s'agit d'une centrale de cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité) à partir de biomasse, situé au sud-ouest du site de la presqu'île scientifique de Grenoble, terrain mis à disposition par le CEA.

Ce projet représente un investissement porté par Grenoble-Alpes Métropole d'environ 60 millions d'euros HT.

Les Objectifs poursuivis sont les suivants :

- Répondre à l'évolution des besoins énergétiques induits par le développement du secteur Nord-Ouest de la Métropole,
- Pallier à l'arrêt programmé de la chaufferie au fioul lourd du CEA,

- S'inscrire dans une démarche de développement durable pour respecter les objectifs du schéma directeur des énergies et du plan Air Energie Climat de Grenoble Alpes Métropole en augmentant et en sécurisant le taux d'énergie renouvelable utilisé par le réseau de chaleur de l'agglomération (objectif de passage de 60% à 70 % dans le futur),
- Renouveler une partie du parc de production de chaleur du réseau de chauffage urbain de la Métropole,
- Assurer une meilleure stabilité des prix de l'énergie en réduisant la dépendance aux énergies fossiles.

Le projet a notamment été retenu par la Commission de régulation de l'Energie dans le cadre d'un appel d'offre CRE 5 « biomasse/biogaz » en 2017.

Cette installation est soumise à autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour l'Environnement (ICPE).

Dans ce cadre, une enquête publique est ouverte du 9 janvier 2018 au 9 février 2018 inclus pour une durée de 32 jours, sur le territoire de la commune de Grenoble.

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne et consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'Etat en Isère :

<http://www.isere.gouv.fr/Publications/Mises-a-disposition-Consultations-enquetes-publiques/Enquetes-publiques/Unite-de-production-de-chaleur-BIOMAX-GRENOBLE-ALPES-METROPOLE-Commune-GRENOBLE>

Un dossier de la demande d'autorisation d'exploitation comprenant notamment l'étude d'impact, l'étude de danger, l'évaluation des risques sur la santé et ses annexes est mis à disposition au Centre Technique Municipal au service urbanisme.

Pour permettre une parfaite information du Conseil municipal, les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de danger, l'avis de l'autorité environnementale en date du 30 octobre 2017, et les notes complémentaires en matière de poussières et les réponses au relevé des insuffisances, sont également joints à l'envoi de la présente convocation via le lien www.transfernnow.net/0980t6y16me2.

La commune de Sassenage est concernée, car située dans le rayon d'affichage de 3 kilomètres, prévu par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cadre de cette procédure, le Conseil municipal est appelé à donner son avis motivé sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête, et au plus tard 15 jours suivant la clôture de l'enquête.

Une synthèse des thématiques non exhaustive est proposée ci-dessous.

I/ L'évaluation des principaux impacts potentiels du projet Biomax sur l'environnement :

Le dossier comporte l'analyse des impacts sur les différentes thématiques environnementales, à savoir :

- Eau et sol :

L'installation respectera les normes réglementaires en matière d'effluents. Les effluents seront régulièrement contrôlés.

- L'impact visuel et le paysage :

Une attention particulière a été portée sur l'intégration architecturale de cet équipement compte tenu de sa volumétrie et de la hauteur du bâtiment imposée par le process, et ce en lien avec l'architecte conseil de la ZAC.

- L'impact sur la faune et la flore :

Il reste très limité du fait que le terrain d'implantation était auparavant occupé par des installations du CEA, aujourd'hui démantelées. Il ne modifie pas le milieu, espace dédié aux activités scientifiques et économiques.

- Les rejets atmosphériques :

L'impact principal du projet concerne le milieu de l'air. A cet égard, les émissions en termes de poussières sont apparues comme non négligeables au regard de l'état initial et des enjeux de santé publique. En raison de la sensibilité de la qualité de l'air sur le territoire de l'agglomération grenobloise, ce point appelle une vigilance toute particulière. Dans ce contexte, le pétitionnaire a fourni une note complémentaire par laquelle il s'engage à limiter l'impact des émissions sur l'installation sur son environnement (abaissement des émissions de poussières de 17,8 à 9,5 tonnes/an), et explique la faible contribution du projet, notamment en épisode de pics de pollution.

- Le bruit :

En termes d'émissions sonores, une étude de modélisation acoustique a été réalisée et a permis de définir des mesures de réduction (performances acoustiques des parois des bâtiments, choix d'équipement techniques les moins bruyants...)

- Les déchets (cendres de la chaufferie) :

Une politique de gestion des déchets adaptée sera mise en place.

- Effet sur le climat :

L'unité de production engendrera des émissions de dioxyde de carbone. Des mesures seront prises afin de limiter ces émissions en optimisant les rendements énergétiques. Globalement, cette installation aura un impact positif sur les émissions de gaz à effet de serre en permettant :

- une diminution annuelle de 30% des émissions de CO₂ de l'agglomération grenobloise (production thermique pour le réseau de chaleur avec la mise en service de la centrale Biomax),
- une diminution des émissions de CO₂ liée à la production d'énergie électrique décarbonée injectée sur le réseau national à hauteur de 13 475 tonnes par an.

II/ L'évaluation des différents risques sanitaires liés au projet Biomax :

L'évaluation des risques est réalisée selon les méthodes en vigueur. Elle permet d'étudier l'exposition des populations par inhalation aux rejets atmosphériques du site, et l'impact pour l'exposition par ingestion aux dépôts atmosphériques (sols, végétaux et animaux).

Selon les modélisations de l'étude, Sassenage ne serait pas ou peu concernée par les émissions d'oxyde d'azote et de poussières produites par le site. Pour les cibles les plus exposées (Conférer pages 21-22 du résumé non technique de l'étude d'impact : cartes indiquant les secteurs les plus impactés), les émissions attribuables au projet Biomax

permettraient de respecter les recommandations des autorités sanitaires au regard des objectifs de qualité de l'air et des valeurs limites pour la protection de la santé humaine pour les oxydes d'azote et les poussières.

Toutefois, il est indiqué que « *des pics d'oxydes d'azote susceptibles d'être engendrés par le projet Biomax pourraient dépasser la valeur réglementaire mais que des mesures sont prises pour limiter ces pics (réhausse de la hauteur de la cheminée, augmentation de la vitesse de déjection des fumées....)* ». Grâce à ces mesures, le dépassement serait limité à des zones peu étendues géographiquement et peu construites, impactant 4 habitations.

Il est explicité, par ailleurs, que le bilan des émissions est minoré (- 38%) du fait de la mise en service de la centrale par rapport à la chaufferie du CEA.

A la lecture du dossier, il convient de noter que des modélisations concernant les émissions en poussières, en oxyde d'azote et de tous autres polluants ont été réalisées, et déterminent les secteurs les plus exposés (commune de Fontaine (les Vouillands), et Saint-Martin le Vinoux). A la demande de l'inspection des installations classées, des précisions complémentaires sur ces points ont été apportées notamment dans la note complémentaire sur les poussières (conférer note jointe).

Par ailleurs, concernant l'émission d'oxyde d'azote, il semblerait que les résultats soient estimés comme surévalués.

II/ L'étude de danger :

Les risques relatifs aux personnes situées en dehors du périmètre du site ont été identifiés comme suit:

- Risque d'incendie du stockage de biomasse. Ce risque n'aurait pas d'effet sur les tiers.
- Rupture du réservoir d'eau surchauffée haute pression. Ce phénomène est exclu en raison des mesures mises en place.
- Feu de nappe au niveau de l'aire de dépotage de fioul (générateur d'appoint-secours fonctionnant au fioul domestique). Ce risque n'aurait pas d'effet sur les tiers.
- Explosion du ciel gazeux du camion-citerne de fioul. Le niveau de risque est évalué par l'étude comme « acceptable, sans nécessité de mettre en place des mesures de maîtrise des risques complémentaires. »

Le risque inondation :

Le projet est notamment situé en zone de probabilité de crue du PPRI Drac en cours d'élaboration, et le risque de rupture de la digue du Drac a été pris en compte. La résilience a été intégrée au dossier et les mesures ont été définies en lien avec la Direction Départementale des territoires.

En conclusion, le projet semble avoir pris en compte les différents enjeux environnementaux et l'étude de dangers montre un niveau de risque acceptable.

A la lecture du dossier soumis à enquête publique, il est proposé de prononcer **un avis favorable** à la demande.

DAE – Service Développement Urbain Durable – Enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter l'installation « BIOMAX » sur le territoire de la commune Grenoble - Avis motivé sur cette demande d'autorisation au titre code de l'environnement

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, et notamment le livre I, titre II, chapitre III, le livre V, Titre 1er;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique n°DDPP-IC2017-12-02 portant sur la demande présentée par Grenoble-Alpes Métropole en vue d'être autorisée à exploiter une nouvelle unité de production de chaleur « BIOMAX » sur le territoire de Grenoble ;

VU l'avis d'enquête publique portant sur ladite demande ;

VU l'avis n°2017-ARA-AP-00417 de l'autorité environnementale en date du 30 octobre 2017 concernant la demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle unité de production de chaleur Biomax ;

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

CONSIDERANT que la demande susvisée fait l'objet d'une enquête publique du 9 janvier 2018 au 9 février 2018 inclus sur le territoire de Grenoble ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête publique est mis en ligne et consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet des services de l'Etat en Isère : www.isere.gouv.fr ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage est concernée, car située dans le rayon d'affichage de 3 kilomètres, prévu par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le conseil municipal est appelé à donner son avis motivé sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête, et au plus tard 15 jours suivant la clôture de l'enquête ;

EXPOSE que Grenoble Alpes Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de la construction d'une centrale de cogénération dénommée « Biomax » consistant en la réalisation d'un projet de Nouvelle Unité de Production de chaleur destinée à alimenter le réseau de chauffage de l'agglomération grenobloise. Il s'agit d'une centrale de cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité) à partir de biomasse, située au sud-ouest du site de la presqu'île scientifique de Grenoble, terrain mis à disposition par le CEA.

Cette installation générera essentiellement de la chaleur destinée au réseau de chauffage urbain, mais également de l'électricité (utilisée majoritairement en autoconsommation et réinjectée sur le réseau GEG pour l'excédent). La production de l'unité pour une saison de rigueur moyenne est estimée à 153 400 MWh d'énergie thermique et 38 500 MWh d'énergie électrique. Sa mise en service est prévue pour le 1^{er} trimestre 2020.

Ce projet représente un investissement porté par Grenoble-Alpes Métropole d'environ 60 millions d'euros HT. Le projet a notamment été retenu par la Commission de régulation de l'Energie dans le cadre d'un appel d'offre CRE 5 « biomasse/biogaz » en 2017.

CONSIDERANT que les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Répondre à l'évolution des besoins énergétiques induits par le développement du secteur Nord-Ouest de la Métropole,
- Pallier à l'arrêt programmé de la chaufferie au fioul lourd du CEA,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable pour respecter les objectifs du schéma directeur des énergies et du plan Air Energie Climat de Grenoble Alpes Métropole en augmentant et en sécurisant le taux d'énergie renouvelable utilisé par le réseau de chaleur de l'agglomération (objectif de passage de 60% à 70 % dans le futur),
- Renouveler une partie du parc de production de chaleur du réseau de chauffage urbain de la Métropole,
- Assurer une meilleure stabilité des prix de l'énergie en réduisant la dépendance aux énergies fossiles.

CONSIDERANT que le projet s'inscrit dans les objectifs du Schéma Directeur des Energies et du plan Air Energie climat de Grenoble Alpes Métropole ;

CONSIDERANT que le projet semble avoir pris en compte les différents enjeux environnementaux et que l'étude de dangers montre un niveau de risque acceptable ;

CONSIDERANT que le projet n'aura a priori pas d'incidence notable pour la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT à la lecture du dossier soumis à enquête publique, la proposition au Conseil Municipal de prononcer un avis favorable à la demande susvisée dans la mesure d'une bonne prise en compte des impacts des émissions polluantes (oxyde d'azote, poussière et autres polluants) sur l'environnement et la santé ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'EMETTRE un avis favorable sur la demande présentée par Grenoble Alpes Métropole en vue d'être autorisée à exploiter une nouvelle unité de production de chaleur Biomax sur le territoire de la commune de Grenoble.

DAE – Service commande publique - Validation de la convention constitutive du groupement de commandes pour le marché des vérifications, maintenance et contrôle d'équipements.

Il apparaît opportun, dans le contexte économique actuel, de poursuivre la mutualisation engagée en 2014 entre les communes du SIRD et donc de créer un outil de mutualisation des achats qui permette d'augmenter le volume des commandes afin d'obtenir de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures ou de services.

Un groupement de commandes ainsi constitué regroupera les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, le SIRD et certains CCAS des dites communes.

Dans le cadre fixé par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désignera un coordonnateur qui centralisera les besoins définis par chaque collectivité adhérente et pilotera les procédures de mise en concurrence, selon les dispositions prévues par le code des marchés publics.

Chaque membre signera, notifiera et assumera l'exécution de sa part du marché.

La commission d'appel d'offre sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission au contrôle de légalité des actes de la préfecture de l'Isère.

Le SIRD sera coordonnateur de ce groupement pour la passation d'un marché dont l'objet porte sur la maintenance et les contrôles des équipements suivants :

1. - les extincteurs et RIA ;
2. - les portes et portails automatiques.

Il est donc proposé au Conseil Municipal**1) d'approuver le principe de constitution d'un groupement de commandes entre :**

- La commune de Seyssins
- La commune de Seyssinet-Pariset
- le CCAS de la commune de Seyssinet-Pariset
- La commune de Fontaine
- Le CCAS de la commune de Fontaine
- la commune de Sassenage
- le CCAS de la commune de Sassenage
- la commune de Noyarey
- la commune de Veurey-Voroize
- le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac

2) d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes **pour** le marché des vérifications, maintenance et contrôle d'équipements et tous les documents y afférents.

Projet de délibération N°

11

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE – Service commande publique – Validation de la convention constitutive du groupement de commandes pour le marché des vérifications, maintenance et contrôle d'équipements.

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'Ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés et notamment son article 28 ;

INDIQUE qu'il apparaît opportun, dans le contexte économique actuel, de poursuivre la mutualisation engagée en 2014 entre les communes du SIRD et donc de créer un outil de mutualisation des achats qui permette d'augmenter le volume des commandes afin d'obtenir de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures ou de services ;

INDIQUE qu'un groupement de commandes regroupant les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, le SIRD et certains CCAS des dites communes ;

INDIQUE que dans le cadre fixé par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désignera un coordonnateur qui centralisera les besoins définis par chaque collectivité adhérente et pilotera les procédures de mise en concurrence, selon les dispositions prévues par le code des marchés publics.

Chaque membre signera, notifiera et assumera l'exécution de sa part du marché.

La commission d'appel d'offres sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission des actes au contrôle de légalité de la préfecture de l'Isère.

PROPOSE le principe de constitution d'un groupement de commandes entre :

- La commune de Seyssins
- La commune de Seyssinet-Pariset
- le CCAS de la commune de Seyssinet-Pariset
- La commune de Fontaine
- Le CCAS de la commune de Fontaine
- la commune de Sassenage
- le CCAS de la commune de Sassenage
- la commune de Noyarey
- la commune de Veurey-Voroize
- le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac

Ce groupement sera coordonné par le SIRD et portera sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1- les extincteurs et RIA ;
- 2- les portes et portails automatiques.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents ainsi que tous ceux relatifs à son exécution.

Note de synthèse N°

12

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE – Service commande publique – Validation de la convention constitutive du groupement de commandes pour le marché des vérifications périodiques obligatoires.

Il apparaît opportun, dans le contexte économique actuel, de poursuivre la mutualisation engagée en 2014 entre les communes du SIRD et donc de créer un outil de mutualisation des achats qui permette d'augmenter le volume des commandes afin d'obtenir de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures ou de services.

Un groupement de commandes ainsi constitué regroupera les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, le SIRD et certains CCAS des dites communes.

Dans le cadre fixé par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désignera un coordonnateur qui centralisera les besoins définis par chaque collectivité adhérente et pilotera les procédures de mise en concurrence, selon les dispositions prévues par le code des marchés publics.

Chaque membre signera, notifiera et assumera l'exécution de sa part du marché.

La commission d'appel d'offre sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission au contrôle de légalité des actes de la préfecture de l'Isère.

Le SIRD sera coordonnateur de ce groupement pour la passation d'un marché dont l'objet porte sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1 - les installations électriques
- 2 - les installations au gaz
3. - les systèmes de sécurité incendie
4. - les ascenseurs
5. - les appareils de levage
6. - les aires de jeux
7. - les équipements sportifs

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

1) d'approuver le principe de constitution d'un groupement de commandes

- Le CCAS et la commune de Seyssins
- La commune de Seyssinet-Pariset
- le CCAS de la commune de Seyssinet-Pariset
- La commune de Fontaine
- Le CCAS de la commune de Fontaine
- la commune de Sassenage
- le CCAS de la commune de Sassenage
- la commune de Noyarey
- la commune de Veurey-Voroize
- le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac

2) d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes pour le marché des vérifications périodiques obligatoires et tous les documents y afférents.

Projet de délibération N°

12

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE – Service commande publique - Validation de la convention constitutive du groupement de commandes pour le marché des vérifications périodiques obligatoires.

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'Ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés et notamment son article 28 ;

INDIQUE qu'il apparaît opportun, dans le contexte économique actuel, de poursuivre la mutualisation engagée en 2014 entre les communes du SIRD et donc de créer un outil de mutualisation des achats qui permette d'augmenter le volume des commandes afin d'obtenir de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures ou de services ;

INDIQUE qu'un groupement de commandes regroupant les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, le SIRD et certains CCAS des dites communes ;

INDIQUE que dans le cadre fixé par l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics, la convention constitutive de ce groupement désignera un coordonnateur qui centralisera les besoins définis par chaque collectivité adhérente et pilotera les procédures de mise en concurrence, selon les dispositions prévues par le code des marchés publics.

Chaque membre signera, notifiera et assumera l'exécution de sa part du marché.

La commission d'appel d'offres sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission des actes au contrôle de légalité de la préfecture de l'Isère.

PROPOSE le principe de constitution d'un groupement de commandes entre :

- La commune de Seyssins
- Le CCAS de la commune de Seyssins
- La commune de Seyssinet-Pariset
- le CCAS de la commune de Seyssinet-Pariset
- La commune de Fontaine
- Le CCAS de la commune de Fontaine
- la commune de Sassenage
- le CCAS de la commune de Sassenage
- la commune de Noyarey
- la commune de Veurey-Voroize
- le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac

Ce groupement sera coordonné par le SIRD et portera sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1- les installations électriques
- 2- les installations au gaz
- 3- les systèmes de sécurité incendie
- 4- les ascenseurs
- 5- les appareils de lavage
- 6- les aires de jeux
- 7- les équipements sportifs

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents afférents ainsi que tous ceux relatifs à son exécution.

Note de synthèse N°

13

CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE – Service commande publique - Election au sein de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes concernant les vérifications périodiques obligatoires et les vérifications, maintenance et contrôle d'équipements.

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, une commission d'appel d'offres du groupement est instaurée dès lors qu'une collectivité territoriale ou un établissement public local autre qu'un établissement public de santé ou un établissement public social ou médico-social participe à un groupement de commande.

Sont membres de cette commission d'appel d'offres :

1° **Un représentant élu** parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres **de chaque membre** du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;

2° Un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur.

Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

Pour les groupements dans lesquels les collectivités territoriales ou les établissements publics locaux autres qu'un établissement public de santé ou un établissement public social ou médico-social sont majoritaires, **le titulaire est choisi par la commission d'appel d'offres de chaque collectivité locale représentée au groupement, en application des règles prévues par le présent code pour les collectivités territoriales.**

Il convient donc d'élire le **représentant de la commune de Sassenage qui siégera à la CAO du groupement de commandes concernant les vérifications périodiques obligatoires et les vérifications, maintenance et contrôle d'équipements** parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection d'un suppléant en nombre égal à celui du membre titulaire.

La Commission d'Appel d'Offres du groupement est présidée par le représentant du coordonnateur, en l'espèce le SIRD. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera ainsi présidée par le représentant élu du SIRD.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder à l'élection du membre titulaire élu ainsi que du suppléant élu pour représenter la collectivité de Sassenage au sein de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commande concernant les vérifications périodiques et les vérifications, maintenance et contrôle d'équipements.

Projet de délibération N° **13** CONSEIL MUNICIPAL DU 25/01/2018

DAE – Service commande publique – Election du représentant de la commune de Sassenage pour siéger à la commission d'appels d'offres des groupements de commandes

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-13-1 ;

VU l'Ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés et notamment son article 28 ;

CONSIDERANT le groupement de commandes entre les communes de Sassenage, Seyssins, Seyssinet-Pariset, Noyarey, Veurey, le Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac et leurs CCAS portant sur les vérifications périodiques obligatoires qui concernent :

- 1- les installations électriques
- 2- les installations au gaz
- 3- les systèmes de sécurité incendie
- 4- les ascenseurs

- 5- les appareils de levage
- 6- les aires de jeux
- 7- les équipements sportifs

CONSIDERANT le groupement de commandes entre les communes de Sassenage, Seyssinet-Pariset, Noyarey, Veurey, le Syndicat Intercommunal de la Rive Gauche du Drac et leurs CCAS portant sur la maintenance et les contrôles qui concernent:

- 1- les extincteurs et RIA
- 2- les portes et portails automatiques,

RAPPELLE que conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, une commission d'appel d'offres du groupement est instaurée dès lors qu'une collectivité territoriale ou un établissement public local autre qu'un établissement public de santé ou un établissement public social ou médico-social participe au groupement.

Sont membres de cette commission d'appel d'offres :

1. **Un représentant élu** parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres **de chaque membre** du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;
2. Un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur. Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

INDIQUE que chaque membre signataire doit élire, au sein de sa propre commission d'appel d'offres, un membre qui le représentera pour siéger à la commission d'appel d'offres des groupements précités.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PROCEDER au vote du représentant de la commune de Sassenage ainsi que de son suppléant à la commission d'appel d'offres des groupements pour les marchés des vérifications périodiques obligatoires et de maintenance et ce, parmi les membres de la commission d'appel d'offres de la Commune de Sassenage.